

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....	Prix au numéro de l'année courante.....500F
			.....400 F	Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....	Les demandes d'abonnement et les annonces
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	.....moitié prix	doivent être adressées au Secrétariat Général
Europe.....	38.000 F	19.000 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	du Gouvernement-D.J.O.D.I.J
Frais d'expédition.....	13.000 F			Les abonnements prendront effet à compter de
				la date de paiement de leur montant. Les abon-
				nements sont payables d'avance.

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### ORDONNANCES-DECRETS-ARRETES

**15 mars 2013-Ordonnance n° 2013-003/P-RM** modifiant l'Ordonnance n°09-029/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Grandes Entreprises.....**p603**

**Ordonnance n° 2013-004/P-RM** modifiant l'Ordonnance n°09-029/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Moyennes Entreprises...**p604**

**Décret n°2013-256/P-RM** portant nomination d'un Inspecteur à l'Inspection des Services judiciaires.....**p604**

**15 mars 2013-Décret n°2013-257/P-RM** portant nomination du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice.....**p605**

**Décret n°2013-258/P-RM** abrogeant des Décrets de nomination au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.....**p605**

**Décret n° 2013-259/P-RM** fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature..**p606**

**Décret n°2013-260 /P-RM** modifiant le Décret n°09-537/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Grandes Entreprises.....**p608**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**15 mars 2013-Décret n°2013-261/P-RM** modifiant le décret n°09-538/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Moyennes Entreprises.....p609

**Décret n°2013-263/P-RM** déterminant le cadre organique de la Direction des Moyennes Entreprises.....p610

**18 mars 2013-Décret n°2013-265/PM-RM** portant nomination d'un membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/Déconcentration du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.....p612

**Décret n°2013-266/PM-RM** portant nomination d'un membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/Déconcentration de la Culture.....p612

**Décret n°2013-267/P-RM** portant nomination de Magistrats auprès du Tribunal militaire de Bamako.....p612

**Décret n°2013-268/P-RM** portant nomination au Grade de Sous-lieutenant.....p613

**Décret n°2013-269/P-RM** portant nomination du Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire.....p613

**Décret n°2013-270/P-RM** portant nomination du Commandant de la 1<sup>ère</sup> Région militaire.....p613

**Décret n°2013-271/P-RM** portant nomination d'un Directeur zonal à la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées.....p614

**Décret n°2013-272/P-RM** portant nomination d'un Directeur zonal à la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées.....p614

**Décret n°2013-273/P-RM** portant nomination d'un Chef de division à l'Etat-major général des Armées.....p615

**Décret n°2013-274/P-RM** portant nomination du Commandant de la 7<sup>ème</sup> Région militaire.....p615

**19 mars 2013-Décret n°2013-275/PM-RM** abrogeant le Décret n° 2011-603/PM-RM du 16 septembre 2011 portant nomination du Secrétaire permanent du Comité National pour la Transition de la Radiodiffusion Analogique terrestre vers le Numérique.....p615

**19 mars 2013-Décret n° 2013-276/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p616

**Décret n°2013-277/P-RM** portant nomination du Commissaire à la Sécurité alimentaire..p616

**Décret n°2013-278/P-RM** portant nomination d'un Conseiller spécial du Président de la République.....p616

**Décret n°2013-279/P-RM** portant nomination du chef de Cabinet du Président de la République.....p616

**Décret n°2013-280/P-RM** portant nomination d'un chargé de mission au Cabinet du Président de la République.....p617

#### **MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**17 janvier 2013-Arrêté N°2013-0110/MESRS-SG** déterminant les missions et les filières de formation de l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (IUFP) de l'Université de Ségou.....p617

**Arrêté N°2013-0111/MESRS-SG** fixant les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (IUFP) de l'Université de Ségou.....p618

**Arrêté N°2013-0112/MESRS-SG** fixant les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de la Faculté des Sciences Sociales (FASSO) de l'Université de Ségou.....p619

**Arrêté N°2013-0113/MESRS-SG** déterminant les missions et les filières de formation de la Faculté des Sciences Sociales (FASSO) de l'Université de Ségou.....p620

**18 janvier 2013-Arrêté N°2013-0169/MESRS-SG** portant rappel à l'activité.....p621

**Arrêté N°2013-0170/MESRS-SG** portant détachement.....p621

#### **MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**28 décembre 2012-Arrêté N°2012-3704/MSIPC-SG** portant avancement de grade dans le corps des Inspecteurs de Police.....p621

**28 décembre 2012-Arrêté N°2012-3705/MSIPC-SG**  
portant avancement de grade dans le corps  
des Sous-Officiers de Police.....p622

**Arrêté N°2012-3715/MSIPC-SG** portant  
avancement de grade à titre exceptionnel de  
fonctionnaires du corps des Sous-Officiers  
de Police.....p630

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

**18 janvier 2013-Arrêté N°2013-0164/MCI-SG** portant  
agrément au Code des Investissements de la  
boulangerie moderne de la Société  
« BOULANGERIE LA MARINA » SARL  
à Kabala, Cercle de Kati.....p631

**Arrêté N°2013-0165/MCI-SG** portant  
agrément au Code des Investissements de  
l'usine de production d'huile alimentaire et  
d'aliment pour le bétail de Monsieur  
Mamadou TRAORE à Koutiala.....p633

**Arrêté N°2013-0166/MCI-SG** portant  
agrément au Code des Investissements de la  
boulangerie moderne de Monsieur Seydou  
BAMBA à Mamaribougou, Cercle de  
Kati.....p633

#### MINISTERE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIERES ET DE L'URBANISME

**14 janvier 2013-Arrêté N°2013-0096/MLAFUA-SG**  
portant nomination du Directeur National  
Adjoint des Domaines et du Cadastre.. p634

**Arrêté N°2013-0070/MLAFUA-SG**  
portant nomination du Directeur Régional  
Adjoint des Domaines et du Cadastre de  
Sikasso.....p635

**28 janvier 2013-Arrêté N°2013-0254/MLAFUA-SG**  
fixant la liste des Titres Fonciers touchés par  
les travaux d'élargissement en 2X3 voies du  
Boulevard du 22 octobre 1946,  
d'élargissement en 2X2 voies de la Corniche,  
d'aménagement des voies connexes et la  
construction d'ouvrage d'art dans le District  
de Bamako.....p635

**Annonces et communications.....p636**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DUMALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### ORDONNANCES

**ORDONNANCE N° 2013-003/P-RM DU 15 MARS  
2013 MODIFIANT L'ORDONNANCE N°09-029/P-  
RM DU 25 SEPTEMBRE 2009 PORTANT  
CREATION DE LA DIRECTION DES GRANDES  
ENTREPRISES**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes  
fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion  
et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi  
N°02-048 du 22 juillet 2002 ;  
Vu l'Ordonnance N°02-058/P-RM du 5 juin 2002 portant  
création de la Direction Générale des Impôts ;  
Vu l'Ordonnance N°09-029/P-RM du 25 septembre 2009  
portant création de la Direction des Grandes Entreprises ;  
Vu la Loi N°2013-003 du 15 janvier 2013 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnances ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012  
portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012  
portant nomination des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue,

#### STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

#### ORDONNE :

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'article 2 de l'ordonnance du 25  
septembre 2009 susvisée, portant création de la Direction  
des Grandes Entreprises est modifié ainsi qu'il suit :

**Article 2 (nouveau)** : La Direction des Grandes Entreprises  
a pour mission de gérer, asséoir, encaisser, recouvrer tous les  
impôts, droits et taxes intérieurs dus par les entreprises dont  
le chiffre d'affaires annuel est compris dans une fourchette  
déterminée par voie réglementaire et assurer le traitement du  
contentieux de premier niveau y afférent.

A ce titre, elle est chargée de :

- liquider les impôts, droits et taxes intérieurs relevant de sa compétence ;
- recevoir les paiements des contribuables ;
- contrôler les impôts, droits et taxes intérieurs relevant de sa compétence ;
- gérer le contentieux fiscal relevant de sa compétence.

**ARTICLE 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

-----

**ORDONNANCE N° 2013-004/P-RM DU 15 MARS  
2013 MODIFIANT L'ORDONNANCE N°09-030/P-  
RM DU 25 SEPTEMBRE 2009 PORTANT  
CREATION DE LA DIRECTION DES MOYENNES  
ENTREPRISES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;  
Vu l'Ordonnance N°02-058/P-RM du 5 juin 2002 portant création de la Direction Générale des Impôts ;  
Vu l'Ordonnance N°09-030/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Moyennes Entreprises ;  
Vu la Loi N°2013-003 du 15 janvier 2013 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

La Cour Suprême entendue,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : L'article 2 de l'ordonnance du 25 septembre 2009 susvisée, portant création de la Direction des Moyennes Entreprises est modifié ainsi qu'il suit :

**Article 2 (nouveau)** : La Direction des Moyennes Entreprises a pour mission de gérer, asseoir, encaisser, recouvrer tous les impôts, droits et taxes intérieurs dus par les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est compris dans une fourchette déterminée par voie réglementaire et assurer le traitement du contentieux de premier niveau y afférent.

A ce titre, elle est chargée de :

- liquider les impôts, droits et taxes intérieurs relevant de sa compétence ;
- recevoir les paiements des contribuables ;
- contrôler les impôts, droits et taxes intérieurs relevant de sa compétence ;
- gérer le contentieux fiscal relevant de sa compétence.

**ARTICLE 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**DECRETS**

**DECRET N°2013-256/P-RM DU 15 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN INSPECTEUR A  
L'INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;  
Vu l'Ordonnance N°00-057/P-RM du 28 septembre 2000 portant création de l'Inspection des Services Judiciaires ;  
Vu le Décret N°2001-073/P-RM du 12 février 2001 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Inspection des Services Judiciaires ;  
Vu le Décret N°2001-124/P-RM du 09 mars 2001 déterminant le cadre organique de l'Inspection des Services Judiciaires ;  
Vu le Décret N°01-155/P-RM du 29 mars 2001 fixant les taux des indemnités et primes allouées au personnel de contrôle du Contrôle Général des Services Publics et des Inspections des départements ministériels ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Oumarou BOCAR**, N°Mle 397-16.T, Magistrat, est nommé **Inspecteur** à l'Inspection des Services Judiciaires.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux,  
Malick COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2013-257/P-RM DU 15 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE  
LA JUSTICE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;  
Vu l'Ordonnance N°09-010/P-RM du 04 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel ;  
Vu le Décret N°09-137/P-RM du 27 mars 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Finances et du Matériel ;  
Vu le Décret N°10-609/P-RM du 18 novembre 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Justice ;  
Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat et ses textes modificatifs subséquents ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Mahamadou DIARRA**, N°Mle 417-16.T, Inspecteur des Finances, est nommé **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère de la Justice

**ARTICLE 2** : Le présent décret qui abroge le Décret N°2011-877/P-RM du 30 décembre 2011 portant nomination de Monsieur **Bakary COULIBALY**, N°Mle 450-25.D, Inspecteur des Services Economiques en qualité de **Directeur des Finances et du Matériel** du Ministère de la Justice, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux,  
Malick COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N°2013-258/P-RM DU 15 MARS 2013  
ABROGEANT DES DECRETS DE NOMINATION  
AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET  
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Les décrets ci-après portant nomination au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, sont abrogés :

- N°03-419/P-RM du 25 septembre 2003 portant nomination de Monsieur **Amadou Mody DIALL**, N°Mle 287-33.M, Conseiller des Affaires Etrangères, en qualité d'**Ambassadeur du Mali auprès de la République Islamique d'Iran, de la République de l'Afghanistan, de la République Islamique du Pakistan et de la République du Bangladesh avec résidence à Téhéran ;**



- N°08-381/P-RM du 11 juillet 2008 portant nomination de Monsieur **Gaoussou DRABO**, Journaliste et Réalisateur en qualité d'**Ambassadeur du Mali auprès de la République d'Italie, de la République de Roumanie, de la Grèce, de la République de Serbie, de la République de Bosnie-Herzégovine, de la République d'Albanie, de la République de Croatie, de la République de Slovénie avec résidence à Rome** ;

- N°10-335/P-RM du 16 juin 2010 portant nomination de Monsieur **Balladji DIAKITE**, N°Mle 382-75.K, Conseiller des Affaires Etrangères, en qualité d'**Ambassadeur du Mali auprès de la République d'Afrique du Sud, de la République du Botswana, du Royaume du Lesotho, de la République du Zimbabwe, de la République du Mozambique, de la République de Madagascar, de l'Union des Comores, du Royaume du Swaziland, de la République de Maurice et de la République des Seychelles avec résidence à Pretoria** ;

- N°10-151/P-RM du 18 mars 2010 portant nomination de Monsieur **Modibo DIARRA**, N°Mle 300-07.H, Conseiller des Affaires Etrangères en qualité d'**Ambassadeur du Mali auprès de Cuba, de Haïti, de la Jamaïque, du Nicaragua, de la République Dominicaine, de la République Bolivarienne du Venezuela, de la République de Colombie, de la République de l'Equateur et de la République du Pérou avec résidence à la Havane**.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre des Affaires Etrangères  
et de la Coopération Internationale,  
Tiéman Hubert COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

-----  
**DECRET N° 2013-259/P-RM DU 15 MARS 2013  
FIXANT LES TAUX DES INDEMNITES ET PRIMES  
ACCORDEES A CERTAINS PERSONNELS DE LA  
PRIMATURE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°44/CMLN du 11 août 1975 fixant les principes généraux du régime des primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret N°142/PG-RM du 14 août 1975 modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret N°151/PG-RM du 26 août 1975 modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des primes aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret N°2013-192/PM-RM du 22 février 2013 fixant l'organisation de la Primature ;

Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2013-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le personnel de la Primature ci-dessous désigné, bénéficie des indemnités de responsabilité et de représentation et des primes de fonctions spéciales dont les taux mensuels sont fixés comme suit :

**I. INDEMNITES DE RESPONSABILITE ET DE REPRESENTATION :**

1°) Directeur de Cabinet adjoint du Premier ministre.....**120 000 F CFA**

2°) Chef de Cabinet.....**115 000 F CFA**

3°) Chef de Cabinet adjoint, Conseillers techniques, Chargés de mission, Chef du Service du Courrier et de la Documentation, Chef du Service de Gestion de la Cité administrative, Chargé du Protocole et Intendant.....**110 000 F CFA**

4°) Chef du Service du Courrier et de la Documentation adjoint, Chef du Service de Gestion de la Cité administrative adjoint, Chargé du Protocole adjoint, Intendant adjoint, Attaché de Cabinet du Premier ministre, Chef du Secrétariat particulier du Premier ministre.....**50 000 F CFA**

5°) Médecin.....**37 500 F CFA**

6°) Assistants du Chef du Secrétariat particulier du Premier ministre .....**37 500 F CFA**

7°) Attaché de Cabinet du Directeur de Cabinet.....**35 000 F CFA**

8°) Documentaliste du Contrôle Général des Services Publics.....**30 000 F CFA**

9°) Chef du Secrétariat particulier du Directeur de Cabinet.....	<b>20 000 F CFA</b>
10°) Chef du Secrétariat du Contrôle général des Services publics.....	<b>17 500 F CFA</b>
11°) Chauffeur particulier et Chauffeur de résidence du Premier ministre.....	<b>15 000 F CFA</b>
12°) Chauffeur particulier et Chauffeur de domicile du Directeur de Cabinet.....	<b>6 000 F CFA</b>
13°) Archivistes, Documentalistes, Bibliothécaires du cadre des Arts et de la Culture du Cabinet et de la Direction administrative et financière, Techniciens et Agents techniques des Constructions civiles, Techniciens et Agents techniques de l'Industrie et des Mines du Service de Gestion de la Cité administrative, personnel de soutien du Médecin, personnel de soutien de l'Intendant, Agents du Bureau d'Accueil et d'Orientation et des Départements de la Direction de la Communication, de l'Informatique et des Nouvelles Technologies, Chauffeur du Chef de Cabinet, Secrétaires, Maîtres d'Hôtel, Agents de saisie, Garçons de bureau, Standardistes, Chauffeurs, Plantons, Aides-archivistes, Aides-documentalistes, Ronéotypistes et Jardiniers du Cabinet, de la Direction administrative et financière, du Service de Gestion de la Cité administrative et du Secrétariat permanent du Comité national pour la Transition de la Radiodiffusion analogique vers le Numérique.....	<b>5 000 F CFA</b>

## **II. PRIMES DE FONCTIONS SPECIALES :**

1°) Conseillers spéciaux du Premier ministre.....	<b>550 000 F CFA</b>
2°) Directeur de Cabinet adjoint du Premier ministre.....	<b>180 000 F CFA</b>
3°) Chef de Cabinet.....	<b>170 000 F CFA</b>
4°) Chef de Cabinet adjoint, Conseillers techniques, Chargés de mission, Chef du Service du Courrier et de la Documentation, Chef du Service de Gestion de la Cité administrative, Chargé du Protocole et Intendant.....	<b>160 000 F CFA</b>
5°) Chef du Service du Courrier et de la Documentation adjoint, Chef du Service de Gestion de la Cité administrative adjoint, Chargé du Protocole adjoint, Intendant adjoint, Attaché de Cabinet du Premier ministre, Chef du Secrétariat particulier du Premier ministre.....	<b>50 000 F CFA</b>
6°) Médecin.....	<b>37 500 F CFA</b>
7°) Assistants du Secrétaire particulier du Premier ministre .....	<b>37 500 F CFA</b>
8°) Attaché de Cabinet du Directeur de Cabinet.....	<b>30 000 F CFA</b>

9°) Documentaliste du Contrôle général des Services publics.....	<b>20 000 F CFA</b>
10°) Chef du Secrétariat particulier du Directeur de Cabinet.....	<b>17 500 F CFA</b>
11°) Chef du Secrétariat du Contrôle général des Services publics.....	<b>15 000 F CFA</b>
12°) Chauffeur particulier et Chauffeur de résidence du Premier ministre.....	<b>15 000 F CFA</b>
13°) Chauffeur particulier et Chauffeur de domicile du Directeur de Cabinet.....	<b>10 000 F CFA</b>
14°) Archivistes, Documentalistes, Bibliothécaires du cadre des Arts et de la Culture du Cabinet et de la Direction administrative et financière, Techniciens et Agents techniques des Constructions civiles, Techniciens et Agents techniques de l'Industrie et des Mines du Service de Gestion de la Cité administrative, personnel de soutien du Médecin et personnel de soutien de l'Intendant, Agents du Bureau d'Accueil et d'Orientation et des Départements de la Direction de la Communication, de l'Informatique et des Nouvelles Technologies, Chauffeur du Chef de Cabinet, Secrétaires du Cabinet, de la Direction administrative et financière, du Service de Gestion de la Cité administrative et du Secrétariat permanent du Comité national pour la Transition de la Radiodiffusion analogique vers le Numérique.....	<b>7 500 F CFA</b>

15°) Maîtres d'hôtel, Agents de saisie, Garçons de Bureau, Standardistes, Chauffeurs, Plantons, Aides-archivistes, Aides-documentalistes, Ronéotypistes et Jardiniers du Cabinet, de la Direction administrative et financière et du Secrétariat permanent du Comité national pour la Transition de la Radiodiffusion analogique vers le Numérique.....	<b>2 500 F CFA</b>
---	--------------------

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret N° 05-503/P-RM du 14 novembre 2005 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tiéna COULIBALY**

**Le ministre du Travail, de la Fonction Publique  
et des Relations avec les Institutions,  
Mamadou Namory TRAORE**

**DECRET N°2013-260 /P-RM DU 15 MARS 2013  
MODIFIANT LE DECRET N°09-537/P-RM DU 6  
OCTOBRE 2009 FIXANT L'ORGANISATION ET  
LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA  
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°02-058/P-RM du 05 juin 2002 portant création de la Direction Générale des Impôts ;

Vu l'Ordonnance N°2013-003/P-RM du 15 mars 2013 modifiant l'Ordonnance N°09-029/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Grandes Entreprises ;

Vu le Décret N°204/P-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°09-537/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Grandes Entreprises ;

Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,  
DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les articles 3, 7 et 11 du décret du 6 octobre 2009 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 3 (nouveau) :** La Direction des Grandes Entreprises a pour mission de gérer, asseoir, encaisser, recouvrer tous les impôts, droits et taxes intérieurs dus par les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à un milliard de francs et assurer le traitement du contentieux fiscal de premier niveau y afférent.

Le seuil de chiffre d'affaires déterminé à l'alinéa précédent peut être modifié par arrêté du ministre chargé des Finances en cas d'urgence motivée par un changement au niveau de la réglementation communautaire.

**ARTICLE 7 (nouveau) :** La Direction des Grandes Entreprises comprend :

\* En staff : une Cellule Appui, Affaires Générales et Communication ;

\* Quatre Divisions :

- la Division Gestion ;
- la Division Recherches et Vérifications ;
- la Division Recettes ;
- la Division Contentieux Fiscal.

L'article 11 est complété par les dispositions suivantes:

« La Division Contentieux Fiscal est chargée de :

- procéder à l'enregistrement des réclamations dans le registre du contentieux ;
- instruire les dossiers de réclamations qui doivent faire l'objet de décision relevant de la compétence du Directeur des Grandes Entreprises ;
- préparer les projets de décision de dégrèvement d'impôts ou de rejet de réclamation relevant de la compétence du Directeur des Grandes Entreprises ;
- notifier aux autres Chefs de Division de la Direction des Grandes Entreprises et aux contribuables concernés les décisions prises suite à l'analyse des réclamations ;
- analyser les propositions de dégrèvement d'office soumises au Directeur des Grandes Entreprises ;
- préparer les projets de décision de dégrèvement d'office ;
- tenir les statistiques portant sur les réclamations ;
- préparer les notes de transmission des dossiers de réclamation dont la décision ne relève pas de la compétence du Directeur des Grandes Entreprises ;
- préparer les avis motivés du Directeur des Grandes Entreprises sur les décisions relevant de l'autorité supérieure.

Les réclamations pour lesquelles la décision appartient à l'autorité supérieure sont transmises au Directeur Général avec avis motivé du Directeur des Grandes Entreprises. »

**ARTICLE 2 :** A titre transitoire, les entreprises, actuellement gérées au niveau de la Direction des Grandes Entreprises, dont le chiffre d'affaires s'abaisse au-dessous d'un milliard de francs continuent de figurer dans le portefeuille de celle-ci pendant l'exercice suivant celui au cours duquel l'abaissement du chiffre d'affaires a été constaté.

**ARTICLE 3 :** Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**



**DECRET N°2013-261/P-RM DU 15 MARS 2013  
MODIFIANT LE DECRET N°09-538/P-RM DU 6  
OCTOBRE 2009 FIXANT L'ORGANISATION ET  
LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA  
DIRECTION DES MOYENNES ENTREPRISES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance N°02-058/P-RM du 05 juin 2002 portant création de la Direction Générale des Impôts ;

Vu l'Ordonnance N°2013-004/P-RM du 15 mars 2013 modifiant l'Ordonnance N°09-030/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Moyennes Entreprises ;

Vu le Décret N°204/P-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret N°09-538/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Moyennes Entreprises ;

Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les articles 3, 7 et 11 du décret du 6 octobre 2009 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 3 (nouveau)** : La Direction des Moyennes Entreprises a pour mission de gérer, asseoir, encaisser, recouvrer tous les impôts, droits et taxes intérieurs dus par les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur ou égal à 100 millions de francs mais inférieur à un milliard de francs et assurer le traitement du contentieux fiscal y afférent.

La fourchette de chiffre d'affaires déterminée à l'alinéa précédent peut être modifiée par arrêté du ministre chargé des Finances en cas d'urgence motivée par un changement au niveau de la réglementation communautaire.

La compétence de la Direction des Moyennes Entreprises est limitée au territoire du District de Bamako.

**ARTICLE 7 (nouveau)** : La Direction des Moyennes Entreprises comprend :

\* En staff : une Cellule Appui, Affaires Générales et Communication ;

\* Quatre Divisions :

- la Division Gestion ;
- la Division Recherches et Vérifications ;
- Division Recettes ;
- la Division Contentieux Fiscal.

L'article 11 est complété par les dispositions suivantes:

« La Division Contentieux Fiscal est chargée de :

- procéder à l'enregistrement des réclamations dans le registre du contentieux ;
- instruire les dossiers de réclamations qui doivent faire l'objet de décision relevant de la compétence du Directeur des Moyennes Entreprises ;
- préparer les projets de décision de dégrèvement d'impôts ou de rejet de réclamation relevant de la compétence du Directeur des Moyennes Entreprises ;
- notifier aux autres Chefs de Division de la Direction des Moyennes Entreprises et aux contribuables concernés les décisions prises suite à l'analyse des réclamations ;
- analyser les propositions de dégrèvement d'office soumises au Directeur des Moyennes Entreprises ;
- préparer les projets de décision de dégrèvement d'office ;
- tenir les statistiques portant sur les réclamations ;
- préparer les notes de transmission des dossiers de réclamation dont la décision ne relève pas de la compétence du Directeur des Moyennes Entreprises ;
- préparer les avis motivés du Directeur des Moyennes Entreprises sur les décisions relevant de l'autorité supérieure.

Les réclamations pour lesquelles la décision appartient à l'autorité supérieure sont transmises au Directeur Général avec avis motivé du Directeur des Moyennes Entreprises. »

**ARTICLE 2** : A titre transitoire, les entreprises, actuellement gérées au niveau de la Direction des Moyennes Entreprises, dont le chiffre d'affaires s'abaisse au-dessous de 100 millions de francs continuent de figurer dans le portefeuille de celle-ci pendant l'exercice suivant celui au cours duquel l'abaissement du chiffre d'affaires a été constaté.

**ARTICLE 3** : Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**DECRET N°2013-263/P-RM DU 15 MARS 2013  
DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA  
DIRECTION DES MOYENNES ENTREPRISES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la Loi N°02-48 du 22 juillet 2002 ;  
Vu l'Ordonnance N°02-058/P-RM du 05 juin 2002 portant création de la Direction Générale des Impôts ;  
Vu l'Ordonnance N°2013-004/P-RM du 15 mars 2013 modifiant l'Ordonnance N°09-030/P-RM du 25 septembre 2009 portant création de la Direction des Moyennes Entreprises ;  
Vu le Décret N°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret N°09 -533/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Générale des Impôts ;

Vu le Décret N°2013-261/P-RM du 15 mars 2013 modifiant le Décret N°09-538/P-RM du 6 octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Moyennes Entreprises ;

Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le cadre organique (structures et effectifs) de la Direction des Moyennes Entreprises est défini et arrêté comme suit :

**DIRECTION DES MOYENNES ENTREPRISES**

Structures-Postes	Cadre-Corps	Catégorie	Effectifs/Années				
			I	II	III	IV	V
<b>Direction des Moyennes Entreprises</b>							
<b>Directeur</b>	Insp. des Impôts/Insp. des Serv. Eco./Insp. des Fin, Insp. du Trésor.	A	1	1	1	1	1
<b>Secrétariat</b>							
Secrétaire	Secrét. de Direct. /Attaché d'Adm./Adjoint d'Adm.	B2/B1/C	1	1	1	1	1
Chauffeur	Contractuel		1	1	1	1	1
Planton	Contractuel		1	1	1	1	1
<b>Cellule Appui Affaires Générales et Communication</b>							
Chef de Cellule	Insp. des Impôts/Adm. Civil/Adm. du Travail Séc. Soc./Insp. des Fin /Insp. des Serv. Eco	A	1	1	1	1	1
Chargé du Personnel	Adm. Civ. /Adm. RH/Att d'Adm/Secrét. Adm/ Techn. RH.	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé du Matériel	Insp. des Fin./Insp. des Serv. Eco/Contr. des Fin.	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de la Comptabilité	Insp. des Fin./Insp. des Imp./Contr. des Fin.	A/B2/B1	1	1	2	2	2
Chargé de la Documentation	Adm. des Arts /Tech. des Arts/Attaché d'Adm.	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de services généraux	Contr. du Trésor/Contr. des Imp./ Attaché d'Adm.	B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé des prévisions d'émission et de recouvrement	Insp. des Impôts/Ing. de la Statistique	A	1	1	1	1	1
Chargé du suivi des tâches	Insp. des Impôts /Contr. des Impôts	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de la communication	Insp. des Impôts/Journaliste/Contrôleur des impôts	A/B2/B1	1	1	1	1	1
Chargé de l'Informatique	Ingénieur/Technicien Supérieur/Technicien	A/B2/B1	1	1	1	1	1

<b>Division Gestion</b>							
Chef de Division	Insp. des Impôts/Insp. du Trésor/Insp. Fin/Insp. Sces Eco	A	1	1	1	1	1
Chargé du suivi et de la saisie des déclarations	Insp. des Impôts	A	22	24	34	36	38
Chargé de la réception des documents	Insp. des Impôts/Contr. des Impôts	A/B2/B1	2	2	3	3	5
<b>Division Recherches et Vérification</b>							
Chef de Division	Insp. des Impôts/Insp. des Serv. Eco./Insp. des Fin.	A	1	1	1	1	1
Chargé de programmation et de suivi	Insp. des Impôts	A	1	1	1	1	1
Chargé de Recherches et de Vérifications	Insp. des Impôts/Contr. des Impôts	A/B2/B1	16	16	22	22	22
<b>Division Recettes</b>							
Chef de Division	Insp. des Impôts/Insp. du Trésor/Insp. Fin/Insp. Sces Eco	A	1	1	1	1	1
Chargé des encaissements	Contr. des Impôts/Contr. du Trésor	B2/B1	3	3	3	4	4
Chargé de l'assistance aux contribuables et de l'enregistrement des déclarations	Contr. des Impôts/Contr. du Trésor	B2/B1	3	3	3	4	4
Chargé des poursuites	Insp. des Impôts/Contr. des Impôts/Contr. du Trésor/Adjoint des Impôts/Adjoint du Trésor	A/B2/B1/C	22	24	34	36	38
Chargé du suivi des paiements	Insp. des Impôts/Contr. des Impôts	A/B2/B1	2	2	2	3	3
<b>Division Contentieux Fiscal</b>							
Chef de Division	Insp. des Impôts/ Insp. Trésor/Insp. Fin. /Insp. Serv.Eco. /Magistrat/Adm. Civil	A	1	1	1	1	1
Chargé de Contentieux Fiscal	Insp. des Impôts/ Insp. Trésor/Insp. Fin. /Insp. Serv.Eco. /Magistrat/Adm. Civil /	A	1	2	2	2	2
Chargé de dossier	Contrôleur des Impôts/Trésor /Att. d'Adm.	B2/B1	1	1	1	1	1
<b>Total Cadre Organique de la Direction des Grandes Entreprises</b>			<b>91</b>	<b>96</b>	<b>124</b>	<b>131</b>	<b>137</b>

**ARTICLE 2 :** Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le Décret N°09-545/P-RM du 9 octobre 2009 déterminant le cadre organique de la Direction des Moyennes Entreprises.

**ARTICLE 3 :** Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget et le ministre du Travail, de la Fonction Publique et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**Le ministre du Travail, de la Fonction Publique  
et des Relations avec les Institutions,  
Mamadou Namory TRAORE**

**DECRET N°2013-265/PM-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA  
CELLULE D'APPUI A LA DECENTRALISATION ET  
A LA DECONCENTRATION DU MINISTERE DE  
L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°09-341/PM-RM du 8 juillet 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Elevage et de la Pêche ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **Doussou KONE**, N°Mle 791-39.E, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage, est nommée membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Elevage et de la Pêche.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°10-197/PM-RM du 6 avril 2010 en tant qu'elles portent nomination de Monsieur **Sékou Kalil DIA**, N°Mle 419-95.H, Vétérinaire et Ingénieur d'Elevage, en qualité de membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Elevage et de la Pêche, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,  
Madame DIANE Mariame KONE**

**Le ministre de l'Economie, des Finances et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**DECRET N°2013-266/PM-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DE LA  
CELLULE D'APPUI A LA DECENTRALISATION/  
DECONCENTRATION DE LA CULTURE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°09-438/PM-RM du 4 septembre 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/ Déconcentration de la Culture ;

Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Amady Gansiry BATHILY**, N°Mle 985-01.L, Administrateur des Arts et de la Culture, est nommé **membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/ Déconcentration** de la Culture.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°09-644/PM-RM du 2 décembre 2009 en tant qu'elles portent nomination de Madame **DICKO Maïmouna DEMBELE**, N°Mle 982-26.P, Administrateur Civil en qualité de **membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation/Déconcentration** de la Culture, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Premier ministre,  
Diango CISSOKO**

**Le ministre de la Culture,  
Bruno MAIGA**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**DECRET N°2013-267/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DE MAGISTRATS  
AUPRES DU TRIBUNAL MILITAIRE DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°02-054 du 16 décembre 2002 portant Statut de la Magistrature ;

Vu la Loi N°95-042 du 20 avril 1995 portant Code de Justice Militaire ;

Vu le Décret N°00-332/P-RM du 07 juillet 2000 portant attribution d'une indemnité de judicature aux magistrats ;

Vu la Loi N°2011-037 du 15 juillet 2011 portant réorganisation judiciaire ;

Vu le Décret N°2011-580/P-RM du 13 septembre 2011 fixant le ressort des juridictions et déterminant le Parquet Général d'attache des parquets des Tribunaux de Grande Instance et des Parquets d'instance ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les Magistrats dont les noms suivent, sont nommés, dans les fonctions ci-après, pour siéger au Tribunal Militaire de Bamako pour l'année judiciaire 2012-2013, cumulativement avec leurs fonctions :

**Président du Tribunal militaire de Bamako :**

- Monsieur **Bourama GARANKO**, N°Mle 409-01.B, Magistrat ;

**Président de la Chambre d'Accusation du Tribunal militaire de Bamako :**

- Monsieur **Sidy KEITA**, N°Mle 397-44.A, Magistrat ;

**Procureur de la République près le Tribunal militaire de Bamako :**

- Monsieur **Oumar SOGOBA**, N°Mle 939-85.G, Magistrat ;

**Juge au 1<sup>er</sup> Cabinet d'Instruction :**

- Monsieur **Fousséni TOGOLA**, N°Mle 0114-011.H, Magistrat ;

**Juge au 2<sup>ème</sup> Cabinet d'Instruction :**

- Monsieur **Yaya KARAMBE**, N°Mle 0111-282.G, Magistrat.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-268/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION AU GRADE DE SOUS-  
LIEUTENANT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant statut général des militaires ;  
Vu le Décret N°98-266/P-RM du 21 août 1998 modifié, fixant les conditions d'avancement des officiers d'active des forces armées ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** L'élève officier d'active **Moussa KARAMBE** de la Garde Nationale, est nommé au grade de **SOUS-LIEUTENANT**, à compter du **1<sup>er</sup> octobre 2012**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-269/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU COMMANDANT DE  
LA 6<sup>EME</sup> REGION MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu l'Ordonnance N°99-047/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de l'Armée de Terre, ratifiée par la Loi N°99-052 du 28 décembre 1999 ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant statut général des militaires ;  
Vu le Décret N°99-365/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Armée de Terre ;  
Vu le Décret N°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel **Philippe SANGARE** de l'Armée de Terre, est nommé **Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire**.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°2012-657/P-RM du 9 novembre 2012 en tant qu'elles portent nomination du Colonel **Youssef Abdoulaye TRAORE**, en qualité de **Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-270/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU COMMANDANT DE  
LA 1<sup>ERE</sup> REGION MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu l'Ordonnance N°99-047/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de l'Armée de Terre, ratifiée par la Loi N°99-052 du 28 décembre 1999 ;



Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant statut général des militaires ;  
Vu le Décret N°99-365/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Armée de Terre ;  
Vu le Décret N°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Lieutenant-colonel **Oumar DIARRA** de l'Armée de Terre, est nommé **Commandant de la 1<sup>ère</sup> Région militaire**.

**ARTICLE 2** : L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°2012-657/P-RM du 9 novembre 2012 en tant qu'elles portent nomination du Lieutenant-colonel **Mamadou Laurent MARIKO**, en qualité de **Commandant de la 1<sup>ère</sup> Région militaire**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**DECRET N°2013-271/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN DIRECTEUR  
ZONAL A LA DIRECTION DES TRANSMISSIONS  
ET DES TELECOMMUNICATIONS DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant Statut général des militaires ;  
Vu la Loi N°06-055 du 10 novembre 2006 portant création de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;  
Vu le Décret N°06-561/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;  
Vu le Décret N°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Commandant **Yacouba MAIGA** de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées, est nommé **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense N°7.

**ARTICLE 2** : L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°10-175/P-RM du 24 mars 2010 en tant qu'elles portent nomination du Commandant **Ousmane SACKO**, en qualité de **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense N°7, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**DECRET N°2013-272/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN DIRECTEUR  
ZONAL A LA DIRECTION DES TRANSMISSIONS  
ET DES TELECOMMUNICATIONS DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant Statut général des militaires ;  
Vu la Loi N°06-055 du 10 novembre 2006 portant création de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;  
Vu le Décret N°06-561/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;  
Vu le Décret N°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Le Commandant **Abdoulaye TOUNKARA** de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées, est nommé **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense N°5.

**ARTICLE 2** : L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3** : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°10-175/P-RM du 24 mars 2010 en tant qu'elles portent nomination du Commandant **Alassane ASSEYDOU**, en qualité de **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense N°5, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**DECRET N°2013-273/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN CHEF DE DIVISION  
A L'ETAT-MAJOR GENERAL DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant statut général des militaires ;  
Vu la Loi N°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major Général des Armées ;  
Vu le Décret N°05-002/P-RM du 7 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major Général des Armées ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Lieutenant-colonel **Moriba KONE** de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées, est nommé **Chef de la Division Documentation** de la Sous-chefferie chargée des opérations de l'Etat-major Général des Armées.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**DECRET N°2013-274/P-RM DU 18 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU COMMANDANT DE  
LA 7<sup>EME</sup> REGION MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;  
Vu l'Ordonnance N°99-047/P-RM du 1<sup>er</sup> octobre 1999 portant création de l'Armée de Terre, ratifiée par la Loi N°99-052 du 28 décembre 1999 ;  
Vu la Loi N°02-055 du 16 décembre 2002 modifiée, portant statut général des militaires ;  
Vu le Décret N°99-365/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Armée de Terre ;  
Vu le Décret N°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Colonel **Mamary CAMARA** de l'Armée de Terre, est nommé **Commandant de la 7<sup>eme</sup> Région militaire**.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret N°2012-657/P-RM du 9 novembre 2012 en tant qu'elles portent nomination du Colonel **Cheick Hamala SIDIBE**, en qualité de **Commandant de la 7<sup>eme</sup> Région militaire**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 18 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**DECRET N°2013-275/PM-RM DU 19 MARS 2013  
ABROGEANT LE DECRET N° 2011-603/PM-RM DU  
16 SEPTEMBRE 2011 PORTANT NOMINATION DU  
SECRETAIRE PERMANENT DU COMITE  
NATIONAL POUR LA TRANSITION DE LA  
RADIODIFFUSION ANALOGIQUE TERRESTRE  
VERS LE NUMERIQUE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;  
Vu le Décret N°2011-417/PM-RM du 5 juillet 2011 modifié, portant création du Comité National pour la Transition de la Radiodiffusion Analogique Terrestre vers le Numérique ;  
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;  
Vu le Décret N°2012-710/P-RM du 15 décembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Le Décret N° 2011-603/PM-RM du 16 septembre 2011 portant nomination de Monsieur **Sidaly Moulaye AHMED**, N° Mle 281.82-T, Ingénieur des Constructions civiles, en qualité de **Secrétaire Permanent** du Comité National pour la Transition de la Radiodiffusion Analogique Terrestre vers le Numérique, est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Premier ministre,  
Dango CISSOKO**

**Le ministre de la Communication,  
Porte-parole du Gouvernement,  
Manga DEMBELE**

**Le ministre de la Poste et des Nouvelles Technologies,  
Bréïma TOLO**

**Le ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget,  
Tièna COULIBALY**

**DECRET N° 2013-276/P-RM DU 19 MARS 2013  
PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N° 63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N° 91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

Vu l'Ordonnance N° 40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des distinctions militaires ;

Vu le Décret N° 93-375/P-RM du 12 octobre 1993 portant nomination du Grand Chancelier des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** La médaille de la **Croix de la Valeur Militaire** est décernée à titre posthume au Caporal **Alexandre Van DOOREN** des Forces spéciales de l'Armée française.

**ARTICLE 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-277/P-RM DU 19 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU COMMISSAIRE A LA  
SECURITE ALIMENTAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2013-153/P-RM du 08 février 2013 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

Vu le Décret N°04-150/P-RM du 18 mai 2004 relatif au Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;

Vu le Décret N°04-385/P-RM du 16 septembre 2004 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Commissariat à la Sécurité Alimentaire ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Cheick Sidiya DIABY**, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural, est nommé **Commissaire à la Sécurité Alimentaire**.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Président de la République par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-278/P-RM DU 19 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER  
SPECIAL DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2013-153/P-RM du 08 février 2013 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Monsieur **Tiébilé DRAME**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, est nommé **Conseiller Spécial** du Président de la République.

**ARTICLE 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-279/P-RM DU 19 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET  
DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2013-153/P-RM du 08 février 2013 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Madame **TRAORE Oumou SOUMARE**, Ingénieur d'Agriculture, est nommée **Chef de Cabinet** du Président de la République.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

-----

**DECRET N°2013-280/P-RM DU 19 MARS 2013  
PORTANT NOMINATION D'UN CHARGE DE  
MISSION AU CABINET DU PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret N°2013-153/P-RM du 08 février 2013 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : Monsieur **Adam THIAM**, Journaliste Chroniqueur, est nommé **Chargé de mission** au Cabinet du Président de la République.

**ARTICLE 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 19 mars 2013**

**Le Président de la République  
par intérim,  
Professeur Dioncounda TRAORE**

**ARRETES**

**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE N°2013-0110/MESRS-SG DU 17 JANVIER 2013 DETERMINANT LES MISSIONS ET LES FILLIERES DE FORMATION DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE (IUFPP) DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Le présent arrêté détermine les missions et les filières de formation de l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (**IUFPP**).

**CHAPITRE I : DES MISSIONS DE L'INSTITUT**

**ARTICLE 2 : L'IUFPP** a pour mission de participer aux enseignements et aux recherches à l'Université de Ségou. A ce titre, il est chargé de :

\* Dispenser des enseignements de formation initiale niveau licence professionnelle et de formation continue dans les domaines relevant de sa compétence ;

\* Appuyer l'insertion des jeunes diplômés dans le tissu socio professionnel ;

\* Développer les échanges scientifiques par notamment,

- Les échanges de personnel enseignant, d'étudiants et de programmes d'enseignement et de recherche avec les partenaires au Mali, dans la sous-région, en Afrique et dans le monde ;

- L'organisation de colloques, des séminaires et symposiums internationaux ;

\* Réaliser et participer à la réalisation de tous travaux d'études, d'expertises et de suivi capable de contribuer au développement socioéconomique du Mali, de la sous-région et de l'Afrique.

**CHAPITRE II : DES FILIERES DE FORMATION ET DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE**

**SECTION I : DES FILIERES DE FORMATION**

**ARTICLE 3** : Les filières de formation de l'IUFPP sont :

- \* Le machinisme agricole ;
- \* L'agri business ;
- \* Le génie informatique ;
- \* L'assistant de direction ;
- \* L'hôtellerie, restauration et tourisme ;
- \* La gestion PMO/Petites et Moyennes Entreprises ;
- \* L'administration et développement des collectivités territoriales décentralisées ;
- \* Le marketing-Communication ;
- \* Le Technicien Supérieur de Santé

**SECTION II : DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE**

**ARTICLE 4:** L'IUFPP est organisé en Département d'Enseignement et de Recherche comprenant :

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Sciences et Techniques ;

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Gestion des Entreprises et Administration ;

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Sciences de la Santé ;

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Développement Rural.

**ARTICLE 5 :** En cas de nécessité, des filières de formation et des DER peuvent être créées par l'Arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Recteur.

**ARTICLE 6 :** L'organisation et les modalités de fonctionnement des DER sont fixées par décision du Recteur après avis du Conseil des Professeurs.

**ARTICLE 7:** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

-----

**ARRETE N°2013-0111/MESRS-SG DU 17 JANVIER 2013 FIXANT LES CONDITIONS D'ACCES, LE REGIME DES ETUDES ET DES EVALUATIONS DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE (IUFPP) DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

### **CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté fixe les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de l'Institut Universitaire de Formation Professionnelle (IUFPP) de l'Université de Ségou.

**ARTICLE 2 :** L'IUFPP assure en trois (03) ans après le baccalauréat et tout diplôme équivalent une formation universitaire sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnelle (L.P3).

**ARTICLE 3 :** L'IUFPP comporte un cycle de formation initiale et un cycle de formation continue.

**ARTICLE 4 :** L'Inscription est annuelle et doit être renouvelée au début de chaque année universitaire.

### **CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'ACCES**

**ARTICLE 5 :** Tous les candidats à l'inscription en première année à l'IUFPP sont préalablement soumis à une présélection sur étude de dossier.

**ARTICLE 6 :** L'inscription est subordonnée à l'admission à un concours et au paiement des frais d'inscription et de formation dont les modalités et le taux sont fixées par décision du Recteur.

### **CHAPITRE III : DU REGIME DES ETUDES**

**ARTICLE 7 :** La formation à l'IUFPP repose entièrement sur le système LMD. Les cours sont dispensés par semestre et à plein temps.

**ARTICLE 8 :** Le cycle des études de l'IUFPP est de 6 semestres. Il comprend un seul grade à savoir la licence Professionnelle. Il est structuré en parcours composés d'Unités d'Enseignement (UE).

**ARTICLE 9 :** L'enseignement se fait selon le Système de Crédits Capitalisables et Transférables (ECTS). Il est basé sur l'octroi d'unités de compte exprimées sous forme de valeurs numériques à chaque étudiant, qui satisfait aux conditions de validation et en volume d'activités requises, affectées à chaque UE.

**ARTICLE 10 :** Le nombre de crédits réglementaires à valider au cours d'un semestre est de 30. Le volume horaire correspondant à un crédit varie de 20 à 25 heures. Pour l'IUFPP, l'obtention de 180 crédits sera requise.

**ARTICLE 11 :** Les étudiants ont droit à quatre inscriptions durant le cycle des études en tenant compte d'une année de redoublement.

**ARTICLE 12 :** L'enseignement comprend des cours théoriques, des travaux pratiques et dirigés. L'étudiant inscrit doit suivre obligatoirement tous les enseignements.

### **CHAPITRE IV : DES EVALUATIONS**

**ARTICLE 13 :** A la fin de chaque module dispensé l'étudiant est soumis à un contrôle de connaissance. La moyenne requise pour avoir la totalité des crédits est de 10/20.

**ARTICLE 14 :** A la fin de chaque semestre, le Conseil des professeurs se réunit pour procéder à l'évaluation des résultats obtenus par chaque étudiant.

**ARTICLE 15 :** Pour être admis à un nouveau semestre, l'étudiant doit valider tout ou partie des UE.

### **CHAPITRE V : DES STAGES**

**ARTICLE 16 :** La formation comporte trois (03) stages dont la durée est d'un mois pendant les deux premières années et de six mois en dernière année.

**ARTICLE 17 :** A l'issue du stage de la dernière année, l'étudiant soutient un projet de fin d'études devant un jury composé d'enseignants de l'IUFPP et de professionnels.



**CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 18 :** Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa date de signature sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

-----

**ARRETE N°2013-0112/MESRS-SG DU 17 JANVIER  
2013 FIXANT LES CONDITIONS D'ACCES, LE  
REGIME DES ETUDES ET DES EVALUATIONS DE  
LA FACULTE DES SCIENCES SOCIALES (FASSO)  
DE L'UNIVERSITE DE SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté fixe les conditions d'accès, le régime des études et des évaluations de la Faculté des Sciences Sociales (FASSO) de l'Université de Ségou.

**ARTICLE 2 :** La Faculté des Sciences Sociales (FASSO) assure en huit (08) ans après le baccalauréat et tout diplôme équivalent une formation universitaire et post universitaire sanctionnée par le diplôme de Licence, du Master et du Doctorat.

**ARTICLE 3 :** La Faculté assure une formation initiale (Licence et Master) et une formation Doctorale.

**CHAPITRE II : DES CONDITIONS D'ACCES**

**ARTICLE 4 :** Tous les candidats à l'inscription en première année sont préalablement soumis à une présélection sur étude de dossier.

**ARTICLE 5 :** L'Inscription est obligatoire et annuelle. Elle doit être renouvelée au début de chaque année universitaire.

**ARTICLE 6 :** L'inscription est subordonnée au paiement des frais d'inscription, de formation dont les modalités et le taux sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Conseil de l'Université.

Pour s'inscrire, chaque étudiant doit remplir et déposer le formulaire d'inscription et d'engagement du respect du règlement intérieur et des autres textes qui régissent la faculté.

**CHAPITRE III : DU REGIME DES ETUDES**

**ARTICLE 7 :** La formation repose entièrement sur le système LMD. Les cours sont dispensés par semestre et à plein temps.

**ARTICLE 8 :** Le cycle des études est de 6 semestres pour la Licence, 4 semestres pour le Master et 6 semestres pour le Doctorat. Il est structuré en parcours composés d'Unités d'Enseignement (UE) et d'Eléments Constitutifs d'Unités d'Enseignement. (ECUE).

**ARTICLE 9 :** L'enseignement se fait selon le Système de Crédits Capitalisables et Transférables (ECTS). Il est basé sur l'octroi d'unités de compte exprimées sous forme de valeurs numériques à chaque étudiant, qui satisfait aux conditions de validation et en volume d'activités requises, affectées à chaque UE.

**ARTICLE 10 :** Le nombre de crédits réglementaires à valider au cours d'un semestre est de 30. Le volume horaire correspondant à un crédit varie de 20 à 25 heures. Pour la licence, l'obtention de 180 crédits sera requise, tandis que pour le Master, le nombre de crédits requis est de 120.

**ARTICLE 11 :** L'admission à la Licence ne donne pas automatiquement droit à l'inscription au Master. Les critères d'accès au Master seront fixés par décision du Recteur après avis du Conseil Pédagogique et Scientifique.

**ARTICLE 12 :** Les étudiants ont droit au maximum à six inscriptions durant le cycle des études, à raison d'un seul redoublement durant la Licence ou le Master.

**ARTICLE 13 :** L'enseignement comprend des cours théoriques, des travaux pratiques et dirigés et des travaux personnels de l'étudiant.

**CHAPITRE IV : DES EVALUATIONS**

**ARTICLE 14 :** A la fin de chaque module dispensé l'étudiant est soumis à un contrôle de connaissance. La moyenne requise pour avoir la totalité des crédits est de 12/20.

**ARTICLE 15 :** A la fin de chaque semestre, le Conseil des professeurs se réunit pour procéder à l'évaluation des résultats obtenus par chaque étudiant.

**ARTICLE 16 :** Pour être admis à un nouveau semestre, l'étudiant doit valider tout ou partie des Unités d'Enseignement.

**CHAPITRE V : DES STAGES**

**ARTICLE 17 :** La formation pour la licence comporte trois (03) stages dont la durée est d'un mois pendant les deux premières années et de six mois en dernière année.

Pour le Master, la formation comporte un (01) stage dont la durée est de six mois en dernière année.

**ARTICLE 18 :** A l'issue du stage de la dernière année, l'étudiant soutient un projet de fin d'études devant un jury composé d'enseignants de la Faculté et de Professionnels. Une décision du Recteur fixera les modalités des soutenances.

## **CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 18 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

-----

**ARRETE N°2013-0113/MESRS-SG DU 17 JANVIER  
2013 DETERMINANT LES MISSIONS ET LES  
FILIERES DE FORMATION DE LA FACULTE DES  
SCIENCES SOCIALES (FASSO) DE L'UNIVERSITE  
DE SEGOU.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le présent arrêté détermine les missions et les filières de formation de la Faculté des Sciences Sociales (FASSO).

## **CHAPITRE I : DES MISSIONS DE LA FACULTE**

**ARTICLE 2 :** La FASSO a pour mission de participer aux enseignements et aux recherches à l'Université de Ségou. A ce titre, elle est chargée de :

\* Dispenser des enseignements de formation initiale niveau licence et master de recherche et doctorat, de formation continue dans les domaines de sa compétence ;

\* Appuyer l'insertion des jeunes diplômés dans le tissu socio professionnel ;

\* Développer les échanges scientifiques par notamment,

- Les échanges de personnel enseignant, d'étudiants et de programmes d'enseignement et de recherche avec les partenaires au Mali, dans la sous-région, en Afrique et dans le monde ;

- L'organisation de colloques, des séminaires et symposiums internationaux ;

\* Réaliser et participer à la réalisation de tous travaux d'études, d'expertises et de suivi capable de contribuer au développement socioéconomique du Mali, de la sous-région et de l'Afrique.

## **CHAPITRE II : DES FILIERES DE FORMATION ET DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE**

### **SECTION I : DES FILIERES DE FORMATION**

**ARTICLE 3 :** Les filières de Formation de la FASSO sont :

\* L'aménagement du territoire, Système d'Information Géographique (SIG) ;

\* La communication des organisations ;

\* La sociologie ;

\* Le tourisme et la culture ;

\* La traduction et l'interprétariat.

### **SECTION II : DES DEPARTEMENTS D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE**

**ARTICLE 4 :** La FASSO est organisée en des Départements d'Enseignement et de Recherche comprenant :

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Sciences de l'Homme et de la Société ;

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Lettres Langues et Arts ;

\* un Département d'Enseignement et de Recherche en Sociologie.

**ARTICLE 5 :** En cas de nécessité, des filières de formation et des DER peuvent être créées par l'Arrêté du Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur sur proposition du Recteur.

**ARTICLE 6 :** L'organisation et les modalités de fonctionnement des DER sont fixées par décision du Recteur après avis du Conseil des Professeurs.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 17 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

**ARRETE N°2013-0169/MESRS-SG DU 18 JANVIER 2013 PORTANT RAPPEL A L'ACTIVITE**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Abraham BENGALY**, N°Mle 0114.142-G, Assistant de 2<sup>ème</sup> Classe 1<sup>er</sup> Echelon (Indice 616), précédemment en détachement auprès du Médiateur de la République, est rappelé à l'activité et affecté à l'Université des Sciences Juriques et Politiques de Bamako (USJPB) pour servir à la Faculté de Droit Privé (F.D.P).

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté qui prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 18 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

**ARRETE N°2013-0170/MESRS-SG DU 18 JANVIER 2013 PORTANT DETACHEMENT.**

**LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE,**

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** **Madame Aïssata CISSE**, N°Mle 909.10-X, Attaché de Recherche de Classe Exceptionnelle 3<sup>ème</sup> Echelon (Indice : 1023), en service à la Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de la Santé est mise en position de détachement auprès de l'ONU-SIDA, pour la période allant du 15 février 2013 au 15 février 2014.

**ARTICLE 2 :** Pendant la période de détachement **Madame Aïssata CISSE** sera astreinte au versement à la Caisse Malienne de Sécurité Social de 12% du traitement prévue par la réglementation en vigueur, dont 4% de retenue sur son salaire et 8% à la charge de l'organisme employeur.

Ce versement se fera suivant un état trimestriel établi par ladite Caisse.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 18 janvier 2013**

**Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,  
Pr. Messaoud Ould Mohamed LAHBIB**

**MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA PROTECTION CIVILE**

**ARRETE N°2012-3704/MSIPC-SG DU 28 DECEMBRE 2012 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE DANS LE CORPS DES INSPECTEURS DE POLICE**

**LE MINISTRE DE LA SECURITE INTERIEURE ET DE LA PROTECTION CIVILE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les fonctionnaires de Police du corps des Inspecteurs dont les noms suivent sont promus aux grades ci-après pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**INSPECTEUR DE CLASSE EXCEPTIONNELLE :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	grade	Echelon	indice
1	Salia	COULIBALY	00646	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
2	Yaya	DIALLO	00660	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
3	Abdoulaye	TRAORE N°2	00647	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
4	Fanta T	TRAORE	00541	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
5	Lamine	KONE	00418	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
6	Seydou A	TRAORE	00737	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
7	Souleymane	SANOOGO	00673	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650
8	Tiécoura	BAGAYOKO	00652	ID	3 <sup>ème</sup>	612	ICE	1 <sup>er</sup>	650

**INSPECTEUR DIVISIONNAIRE :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Daba	COULIBALY	00715	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
2	Moussa	MACALOU	00748	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
3	Somory	KEITA	00735	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
4	Oumar B	MAIGA	00756	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
5	Papa dit Mambi	KEITA	00689	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
6	Toubé	KONE	00672	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
7	Gaoussou	DIAKITE	00644	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
8	Djibril	BERTHE	00744	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
9	Moussa	CISSE	00746	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
10	Lassine	DANIOKO	00755	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
11	Seydou	DIAKITE	00727	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566
12	Ibrahima	MAIGA	00718	IP	3 <sup>ème</sup>	527	ID	1 <sup>er</sup>	566

**INSPECTEUR PRINCIPAL :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Macky	SISSOKO	00758	inspol	3 <sup>ème</sup>	444	IP	1 <sup>er</sup>	482

**ARTICLE :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 décembre 2012**

**Le Ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,  
Général de Brigade Tiéfing KONATE**

**ARRETE N°2012-3705/MSIPC-SG DU 28 DECEMBRE  
2012 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE DANS LE  
CORPS DES SOUS OFFICIERS DE POLICE.**

**LE MINISTRE DE LA SECURITE INTERIEURE ET  
DE LA PROTECTION CIVILE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les fonctionnaires de Police du corps des Sous officiers dont les noms suivent sont promus aux grades ci-après pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**MAJOR :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Yacouba	THIERO	1776	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
2	Alassane	BAGAYOKO	2104	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
3	Aly Boly	COULIBALY	2114	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
4	Souleymane	SISSOKO	2117	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
5	Penda	SIDIBE	1966	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
6	Sayon	DIAKITE	2043	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
7	Albert	COULIBALY	2052	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
8	Toutou	COULIBALY	2073	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
9	Seydou	DIARRA	2029	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
10	Lassana	KEITA	2121	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
11	Badiala	DANSIRA	1973	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
12	Makadougou	CAMARA	2195	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
13	Moussa	MAIGA	2197	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575

14	Djénéba	SANOGO	2125	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
15	Souleymane	KEITA	2259	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
16	Bamory	KONATE	2216	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
17	Mamadou	TRAORE N°3	2322	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
18	Mohamed K	DIAKITE	2331	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
19	Ousmane	DIAKITE	2468	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
20	Adama	SIDIBE	2542	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
21	Youssouf	TRAORE	2384	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
22	Somafing	SAMAKE	2489	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
23	Amadou	TRAORE	2419	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
24	Adama	DANFAGA	2564	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
25	Blon	SAMAKE	2432	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
26	Siaka	SIDIBE	2383	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
27	Brahima	KONATE	2418	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
28	Satigui	SIDIBE	2446	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
29	Abran dit M	SACKO	2527	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
30	Moussoukoro	MARIKO	2652	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
31	Djégué dite Pinda	SIDIBE	2673	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
32	Dianguina	KONDO	2612	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
33	Mamadou	FOMBA	2617	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
34	Oumar	KONE	3849	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
35	Youssouf	SIAMA	1794	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
36	Namalamine	TRAORE	2021	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
37	Faboulan	DEMBELE	2220	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
38	Amadou Simbo	COULIBALY	2326	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
39	Goulou	TIGANA	2303	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
40	Moussa	YARE	2378	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
41	Kankou	CISSE	2139	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
42	Oumou	DIARRA	2158	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
43	Soungalo	SINAYOKO	2576	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
44	Youssouf	DEMBELE	2426	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
45	Bakary	SIDIBE	2472	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
46	Hélène	COULIBALY	2657	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
47	Samakandian	TOUNKARA	3870	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
48	Awa	BAGAYOKO	2136	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
49	Molobaly	DENA	1589	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
50	Boya	DIABATE	1713	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
51	Cheick T	DOUKANSE	3858	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
52	Faintigui	TRAORE	2338	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
53	Youssouf M	MAIGA	2413	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
54	Moussa Makan	DJIBO	2334	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
55	Haoua	KAMATE	2620	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
56	Mamadou	TRAORE	2643	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
57	Cheickna	TRAORE	3869	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
58	Adama	FOFANA	2152	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
59	Aliou	DIARRA	1745	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
60	Kamissa	SANGARE	2627	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
61	Famakan	DEMBELE	1896	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
62	Salif	TRAORE	2335	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
63	Siaka	MAIGA	2470	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
64	Ramata	SISSOKO	1956	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
65	Mamadou	KONE	2387	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
66	Armé Ag	AMOYA	2452	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
67	Abdoulaye	SY	2558	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
68	Bakary	DIAO	2433	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575



69	Ganama	DOLO	2430	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
70	Ouleïmatou	DIOP	2688	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
71	Hawa	BAH	2140	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
72	Mohamed Ould	HAMADY	1534	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
73	Dramane	TRAORE	1801	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
74	Kaly	DIALLO	2105	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
75	Moussa	DIAKITE	2185	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
76	Bakary L	KEITA N°2	2253	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
77	Siaka	KEITA	2236	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
78	N'golo	KONARE	2057	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
79	Bréhima	DIAKITE	2046	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
80	Sériba	KANE	1693	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
81	Yaya	COULIBALY	1787	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
82	N'faly	SOUMANO	2083	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
83	Issa	KANE	3866	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
84	Django	KANTE	1559	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
85	Odile	MOUNKORO	1963	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
86	Mohamed Ag	YATTARA	1978	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
87	Salah Chouffi Ben Abdel	KADER	1722	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
88	Kaly	SIDIBE	1772	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
89	Samba	DEMBELE	2289	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
90	Balou	COULIBALY	1706	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
91	Michel	DIARRA	1707	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
92	Bloh	KEMENANI	3872	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
93	Moussa	TRAORE	2101	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
94	Fabouré	DEMBELE N°2	2188	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
95	Mamadou S	TRAORE	2196	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
96	Yacouba	COULIBALY	2063	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
97	Baba Aly	TRAORE	1945	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
98	Fily	GUINDO	2084	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
99	Noumory	COULIBALY N°1	2187	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575
100	Tomboro	DIAKITE	1775	A/C	4 <sup>ème</sup>	518	Major	1 <sup>er</sup>	575

**ADJUDANT CHEF :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Cheick A	MARIKO	3221	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
2	Modibo	KONE	2802	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
3	Salifou	KONATE	2801	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
4	Moulaye	SYLLA	2850	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
5	Gaoussou	DIARRA	2761	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
6	Modibo	DEMBELE	2914	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
7	Dianibé	DENON	2896	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
8	Saty	TOUNKARA	2879	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
9	Ibrahima	DIA	2898	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
10	Sory Ibahima	KEITA	2890	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
11	Boulkear	OUMAR	3006	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
12	Aboubacar S	BAGAYOKO	3182	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
13	Kardi gué	KEITA	3314	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
14	Moussa	KOUYATE	3171	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
15	Ousmane	TOURE	2976	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
16	Joseph	DEMBELE	3021	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
17	Mamadou	KONARE	3240	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
18	Cheickna	DIAKITE	2943	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
19	Noumou	TRAORE	2997	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
20	Mohamed L	KOITA	3108	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465

21	Abdoul Karim	SIDIBE	2934	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
22	Ibrahima	DIARRA	3268	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
23	Bambo	SISSOKO	3126	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
24	Sidi	DIANE	3340	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
25	Mamadou	TRAORE N°1	3041	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
26	Famory	SOGODOGO	2929	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
27	Moussa Lamoye	DEMBELE	3298	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
28	Issa	DIARRA	3082	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
29	Dramane	KONATE	3109	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
30	Modian	SIAMA	3342	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
31	Dramane	BALLO	3159	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
32	Adama	SISSOKO	3044	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
33	Boubacar S	FOMBA	3111	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
34	Thierno	M'BAYE	3359	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
35	Mamoudou	SANOGO	3220	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
36	Harouna	SAMAKE	3070	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
37	Abdoulaye	DIALLO	3100	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
38	Djibril	DEMBELE	3175	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
39	Daouda	DIARRA N°1	3308	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
40	Aly	TRAORE	3158	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
41	Lassana	SISSOKO	3200	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
42	Harouna Moussa	CISSE	3361	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
43	Brahima	DIARRA	3031	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
44	Mady	SISSOKO	2959	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
45	Zoumana Adama	TRAORE	3181	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
46	El Hadji Seydou	DIARRA	3282	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
47	Yakaré Tounka	SISSOKO	2924	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
48	Bankouma	DENA	3099	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
49	Mamadou S	DIARRA	3169	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
50	Modibo	TRAORE	3180	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
51	Mamadou Méba	DIARRA	3225	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
52	Diakalia	DEMBELE	3391	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
53	Abou	BERTHE	3207	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
54	Oumar	COULIBALY	3408	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
55	Abdrahamane	BERTHE N°2	3241	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
56	Modibo	BAGA YOKO	3117	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
57	Ibrahima	DANFAGA	3397	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
58	Adama N'Fa	SAMAKE	2946	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
59	Souleymane Kampogo	DIARRA	3316	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
60	Abdramane	TANGARA	3197	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
61	Drissa	NIARE	3167	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
62	Mahamadou Sidi Yaya	KEITA	3091	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
63	Souleymane	DIAMOUTENE	3156	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
64	Gaoussou	DIALLO	3163	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
65	Nouhoum	DOUMBIA	3251	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
66	Séga dit Mamadou	KANTE	3165	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
67	Abdoulaye	CISSE	3122	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
68	Fadjioui	DIARRA	3339	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
69	Bafing	DAO	2791	Adj	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465

70	Salif	KONE	2764	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
71	Sory I	KONATE	2904	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
72	Makamba	KEITA	2859	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
73	Lassana	SAMAKE	2798	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
74	Namory	NIARE	2823	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
75	Kalilou	BERTHE	3150	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
76	Lamine	BAGAYOKO	3252	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
77	Mouctary O	DOLO	3049	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
78	Moussa Zakaria	TRAORE	3013	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
79	Cheick Hamala	KONE	3362	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
80	Lansine	KONATE	3114	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
81	Bakary	TRAORE	3206	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
82	Abdoulaye	DIABATE	3294	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
83	Ibrahim dit Tiémoko	DIARRA	3226	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
84	Boubacar	DOGORE	3347	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
85	Lamine	OUATTARA	3317	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
86	Ibrime	SININTA	3153	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
87	Tankélé	KONE	2969	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
88	Mamadou	DIAKITE	3470	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
89	Baffi	TRAORE	2817	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
90	Sékou	TRAORE	2843	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
91	Abdramane	TRAORE	2849	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
92	Amadou	MAIGA N°1	3162	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
93	Zana	KEITA	3384	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
94	Adama	KEITA	3238	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
95	Gaoussou	TRAORE	3121	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
96	Oumar	KARAMBE	3223	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
97	Abdoulaye	SIDIBE	3352	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
98	Oumar	DICKO	3106	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
99	Adama	GUINDO	3514	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
100	Ichaka	NIAFO	2970	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
101	Kita	KEITA	3210	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
102	Siaka	MOUNKORO	3016	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
103	Mohamed Arbouna	MAIGA	3229	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
104	Drissa	CAMARA	3337	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
105	Idrissa	KAREMBE	2806	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
106	Mahamoud	KEITA	2983	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
107	Mahamadou	DIAWARA	3369	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
108	Boubacar	BA	2897	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
109	Kalifa	CAMARA	2800	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
110	Mamadou	DIABATE	2759	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
111	Cheick O	SANOGO	2785	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
112	Aguéma	DJIGUIBA	2812	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
113	Modibo	NIARE	2857	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
114	Mochtar	KANBADJIGUI	2891	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
115	Abdoul Karim	DIALLO	2885	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
116	Lamine	DIARRA	3296	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
117	Boubacar	CAMARA	2952	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
118	Yacouba	DIALLO	2965	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
119	Ousmane	KEITA	3170	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
120	Tamba	KEITA	3177	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
121	Demba	DIABATE	3329	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
122	Adama	BOUARE	3350	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
123	Djibril	KONATE	3402	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465

124	Boubacar	TRAORE	3020	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
125	Makan	COULIBALY	3174	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
126	Tiécoro	DOUMBIA	3253	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
127	Chiaka	ZERBO	3388	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
128	Lacina	GOITA	3132	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
129	Boubacar B	TRAORE	3232	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
130	Aly	DIARRA	2953						
131	Yssouf	DJOURTE	3131	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
132	Idrissa	SAMAKE	3377	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
133	Youssouf	DICKO	3228	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
134	Mamadou	DIARRA	3140	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
135	Yacouba	SAMAKE	3017	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
136	Amadou T	DIARRA	3577	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
137	Moustapha	SAMAKE	2793	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
138	Sékou	KAMISSOKO	3183	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
139	Mady	DIONFAGA	3217	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
140	Hamidou	DIARRA	2792	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
141	Alou G	COULIBALY	3372	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
142	Niarga	DEMBELE	3015	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
143	Broulaye	DANIOKO	3090	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
144	Karim	KEITA	3062	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
145	Amadou	KONE	3149	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
146	Mamadou Y	TRAORE	2835	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
147	Birama	DIALLO	2837	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
148	Oumou	DIARRA	2829	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
149	Kadiatou H	TOUNKARA	2876	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
150	Mamadou	SIDIBE N° 1	3194	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
151	Yacouba M	SAMAKE	3331	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
152	Aly	AHAMADOU	3014	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
153	Moustapha	TOURE	3088	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
154	Bakary	COULIBALY	3105	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
155	Boubou A	TRAORE	3382	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
156	Karebé	KAMATE	3187	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
157	Baba Alassane	SANOGO	3343	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
158	Adama	SIDIBE	2889	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
159	Idrissa	DOUMBIA	2877	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
160	Adolphe	SIDIBE	3115	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
161	Mahamadou	TRAORE	3334	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
162	Mamadou Alou	TRAORE	3288	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
163	Mansa	MOUNKORO	3364	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
164	Mansa	SIDIBE	3195	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
165	Mamadou Chérif	TRAORE	2955	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
166	Modibo	COULIBALY	2980	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
167	Oumar	CAMARA	3128	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
168	Ousmane	CISSE	3443	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
169	Karamoko	BERTHE	2751	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
170	Bazoumana	KONE	3290	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
171	Lamine	SANOU	3142	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
172	Nouhoum	OUATTARA	2985	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
173	Salif	CAMARA	3261	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
174	Oussoubi	SIDIBE	3278	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
175	Thierno	DIAW	3341	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
176	Yacouba F	SAMAKE	3135	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
177	Yacouba	DAO	3300	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465

178	Lassina	GOITA	3123	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
179	Faramba	DOUMBIA	3399	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
180	Mohamed Bassirou	DIARRA	3283	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
181	Adama	DOUMBIA N°2	2866	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
182	Joseph	THERA	3003	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
183	Fako	SAMAKE	3060	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
184	Moumine	DIARRA	3330	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
185	Hady	DIALLO	3313	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
186	Belco	TOURE	2828	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
187	Sadio	FOFANA	2878	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
188	Boubacar	DOUMBIA	2873	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
189	Issa	SANOGO	3265	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
190	Abdoulaye	TRAORE N°3	3318	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
191	Solomane	DOUCOURE	2864	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
192	Jean Moutian	TRAORE	2842	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
193	Aliou	FOFANA	2905	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
194	Thierno S	TAMBOURA	2783	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
195	Moctar	DIALLO	3042	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
196	Younoussou	SANOGO	2932	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
197	Karah	KEITA	3256	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
198	Bakary Y	KONE	3063	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
199	Mohamed K	KEITA	3178	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465
200	Fidel A	KAMATE	3260	Adjt	3 <sup>ème</sup>	427	A/C	1 <sup>er</sup>	465

**ADJUDANT :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Mohamed Ag	DASS	3836	A/c	3 <sup>ème</sup>	354	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
2	Mahamadou	DJIRE	3161	A/c	3 <sup>ème</sup>	354	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
3	Mohamed Prosper	KANOUTE	3758	A/c	3 <sup>ème</sup>	354	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
4	Ahmed A. Ben	MOHAMED	3776	A/c	3 <sup>ème</sup>	354	Adjt	1 <sup>er</sup>	392

**SERGENT CHEF :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Mamadou	FANE	4497	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
2	Mama	N'DAW	4779	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
3	Dramane	MAIGA	4509	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
4	Ousmane	DJIMDE	4484	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
5	Dialla	BOMBOTE	4539	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
6	Moussa K	DIALLO	4114	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
7	Ibrahim Mahamane	TRAORE	4504	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
8	Moussa	KANE	4660	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
9	Adama Ballou	COULIBALY	4555	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
10	Mamadou Mamy	DOUCOURE	4536	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
11	Boubacar	DIAKITE	4534	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
12	Mahamadou	SAMAKE	4720	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
13	Ibrahim	DIAKITE	4609	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
14	Mariam Ladji	COULIBALY	4780	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
15	Salim	COULIBALY	4739	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
16	Soukalo	DIARRA	4740	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
17	Ichaka	DOUMBIA	4732	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
18	Issa	TRAORE	4700	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320



19	Sidiki	TOGOLA	4629	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
20	Mama	DJENEPO	4560	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
21	Diakalia	KONE	4599	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
22	Aminata M	CISSE	4816	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
23	Mory	TOURE	4701	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
24	Issa dit Naby	TRAORE	4801	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
25	Moussa	KOUYATE	4804	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
26	Mamadou Z	SANOGO	4592	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
27	Moussa Abdoulaye	KEITA	4295	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
28	Jean Luther	DIARRA	4475	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
29	Seydou Lassine	BAGAYOKO	4757	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
30	Samba	DANFAGA	4735	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
31	Moussa Fankélé	DOUMBIA	4742	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
32	Baye	COULIBALY	4763	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
33	Penda	TRAORE	4781	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
34	Moctar	COULIBALY	4805	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
35	Naby	TOGOLA	4688	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
36	Aminata	KANE	4470	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
37	Youssef	BAGAYOKO	4613	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
38	Cheick O	SIDIBE	4508	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
39	Amidou	BARADJI	4741	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
40	Bourama	TOUNKARA	684	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
41	Abdoulaye	FOFANA	4622	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
42	Sibiry	FANE	4143	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
43	Houmany	DANTHIOKO	4600	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
44	Amadou	KONDE	4616	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
45	Samba	DIALLO	4689	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
46	Souleymane	DEMBELE	4694	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
47	Soumaïla	COULIBALY	4725	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
48	Brahim	DIALLO	4747	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
49	Samba	DIARRA	4693	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
50	Lamine Baba	SIBY	4505	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
51	Yacouba	DIARRA	4618	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
52	N'tji	DIARRA	4499	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
53	Aminata	SISSOKO	4815	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
54	Abdoulaye M	TAMBOURA	4545	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
55	Bocar T	SAMAKE	4699	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
56	Moussa	SIDIBE	4718	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
57	Abdoulaye	SANGARE	4568	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
58	Oumarou	SANOGO	4563	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
59	Mohamed G	SISSOKO	4668	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
60	Tiémo	SISSOKO	4643	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
61	Idrissa	SIDIBE	4722	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
62	Yoro	DIALLO	4662	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
63	Ali	DIABATE	4753	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
64	Cyriaque	BERTHE	4602	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
65	Nanténé	CAMARA	4806	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
66	Mohamed	CAMARA	4714	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
67	Laye	CAMARA	4586	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
68	Souleymane	KEITA	4664	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
69	Abdoulaye	YANOGA	4633	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
70	Fayssal Issouffi	ALIOU	4317	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
71	Abou	KEITA	4797	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
72	Bassi dit Bassirou	SAMAKE	4043	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320
73	Soungalo	COULIBALY	4750	Sgt	4 <sup>ème</sup>	299	A/C	1 <sup>er</sup>	320

**ARTICLE :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 décembre 2012**

**Le Ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,  
Général de Brigade Tiéfing KONATE**

**ARRETE N°2012-3715/MSIPC-SG DU 28 DECEMBRE  
2012 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE A TITRE  
EXCEPTIONNEL DE FONCTIONNAIRES DU CORPS  
DES SOUS- OFFICIERS DE POLICE**

**LE MINISTRE DE LA SECURITE INTERIEURE ET  
DE LA PROTECTION CIVILE,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les fonctionnaires de Police du corps des Sous officiers dont les noms suivent, bénéficient d'un avancement de grade à titre exceptionnel conformément au tableau ci-après, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**MAJOR :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
1	Ousmane	TOURE	2976	Adjt	3 <sup>ème</sup>	371	Major	1 <sup>er</sup>	575

**ADJUDANT :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
01	Adam	BERETHE	4814	S/D	1 <sup>er</sup>	278	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
02	Alpha	DIALLO	3970	S/D	2 <sup>ème</sup>	293	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
03	Moussa D.	MAIGA	4057	S/D	2 <sup>ème</sup>	293	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
04	Abdoulaye	DOUMBIA	4450	S/D	1 <sup>er</sup>	278	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
05	Aïssata	KONE	4372	S/D	2 <sup>ème</sup>	293	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
06	Tianégué	COULIBALY	3955	S/D	2 <sup>ème</sup>	293	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
07	Mamadou	DIARRA	4453	S/D	2 <sup>ème</sup>	293	Adjt	1 <sup>er</sup>	392
08	Cheick	SAM	4552	S/D	1 <sup>er</sup>	278	Adjt	1 <sup>er</sup>	392

**SEGENT-CHEF :**

N°	Prénoms	Noms	Mle	Ancien situation			Nouvelle situation		
				Grade	Echelon	Indice	Grade	Echelon	Indice
01	David	DIARRA	6546	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
02	Samba	DIAKITE	6550	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
03	Mahamane	MAIGA	6294	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
04	Seydou B.	BAGAYOKO	6272	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
05	Daouda S.	DIARRA	6318	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
06	Djibril	DIALLO	6469	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
07	Aboubacrine A.	YATTARA	6567	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
08	Mamadou	DRAGO	6633	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
09	Kaba D.	DOUMBIA	6059	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
10	Boubacar	DIARRA	6590	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
11	Ibrahima	KEITA	6508	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
12	Daouda	CISSE	6276	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
13	Moussa D.	DIARRA	6304	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
14	Mamadou	GORO	6188	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
15	Makan M.	CISSE	6461	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
16	Fodé S.	DIALLO	6505	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
17	Dioukamady I.	DIALLO	6100	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
18	Ousmane D.	TRAORE	6146	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
19	Missiry	OULOQUEM	6018	Sgt	2 <sup>ème</sup>	230	S/D	1 <sup>er</sup>	320
20	Yoro	DIAKITE	5411	Sgt	2 <sup>ème</sup>	230	S/D	1 <sup>er</sup>	320

21	Issiaka	KANTE	6282	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
22	Seydou A.	DIARRA	6335	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
23	Abdoulaye	CISSE	6919	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
24	Idrissa T.	TRAORE	6214	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
25	Yaya	SANOGO	6092	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
26	Ibrahim Ag	WALNAHER	6799	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
27	Djakaridia	DIARRA	5798	Sgt	2 <sup>ème</sup>	230	S/D	1 <sup>er</sup>	320
28	Safiatou	SANGARE	6422	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
29	Fanta	CHAMA	7410	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
30	Coumba	TRAORE	6808	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
31	Fatoumata	KOUYATE	7304	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
32	M'Bouillé	DIALLO	5335	Sgt	3 <sup>ème</sup>	250	S/D	1 <sup>er</sup>	320
33	Mamadou	SARANOKO	6900	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
34	Sékou	MAIGA	6990	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
35	Niambouré	KEITA	6594	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
36	Mamadou N'Tji	TRAORE	7023	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
37	Alfadalous	ABOUBACRINE	6978	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
38	Ismaila	FALL	6872	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
39	Fousseiyini	SISSOKO	6933	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
40	Ousmane	DEMBELE	7012	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
41	Amadou	FANE	7348	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
42	Zoumana	TRAORE	6901	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
43	Moussa	WADE	6809	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
44	Djan	SIDIBE	5811	Sgt	2 <sup>ème</sup>	230	S/D	1 <sup>er</sup>	320
45	Bakary	SOGOBA	4825	Sgt	3 <sup>ème</sup>	250	S/D	1 <sup>er</sup>	320
46	Seydou	SIDIBE	5262	Sgt	3 <sup>ème</sup>	250	S/D	1 <sup>er</sup>	320
47	Kinsa F	SIMAGA	6562	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
48	Sékouba	KANOUTE	5054	Sgt	3 <sup>ème</sup>	250	S/D	1 <sup>er</sup>	320
49	Badara Aliou	DIALLO	6991	Sgt	1 <sup>er</sup>	215	S/D	1 <sup>er</sup>	320
50	Modibo	DIAKITE	6387	Sgt	1 <sup>er</sup>	215		1 <sup>er</sup>	320

**ARTICLE :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 décembre 2012**

**Le Ministre de la Sécurité Intérieure  
et de la Protection Civile,  
Général de Brigade Tiéfing KONATE**

**MINISTERE DU COMMERCE ET DE  
L'INDUSTRIE**

**ARRETE N°2013-0164/MCI-SG DU 18 JANVIER  
2013 PORTANT AGREMENT AU CODE DES  
INVESTISSEMENTS DE LA BOULANGERIE  
MODERNE DE LA SOCIETE « BOULANGERIE LA  
MARINA SARL A KABALA, CERCLE DE KATI.**

**LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La boulangerie moderne sise à Kabala, Cercle de Kati de la **SOCIETE « BOULANGERIE LA MARINA » SARL**, Kabala, Cercle de Kati, face à la Cité Universitaire, Tél. : 66 72 29 95, est agréée « **au Régime A** » du Code des Investissements.

**ARTICLE 2 :** La « **BOULANGERIE LA MARINA » SARL** bénéficie, dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation de l'entreprise susvisée, des avantages ci-après :

- exonération, pendant la durée de réalisation fixée à trois (03) ans, des droits et taxes à l'importation sur les biens dont la liste quantifiée est annexée au présent arrêté. Les pièces de rechange sont admises en franchise des droits et taxes à l'importation dans une proportion de 10% de la valeur d'acquisition des biens d'importation ;

- exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (03) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé ;

- exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (03) ans, de la retenue IBIC et de la retenue TVA sur toutes prestations d'assistance technique et de consultance ;

- réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés (IBIC-IS) à 25% sur sept (07) ans non renouvelables ;

- exonération de l'impôt minimum forfaitaire pour tout exercice déficitaire pendant les cinq (05) premières années d'exploitation.

**ARTICLE 3 :** La « **BOULANGERIE LA MARINA** » **SARL** s'engage à :

- réaliser, dans un délai de trois (03) ans à compter de la date de signature du présent arrêté, le programme d'investissement évalué à cent soixante millions quatre vingt dix neuf mille (160 099 000) FCFA se décomposant comme suit :

* frais d'établissement.....	1 256 000 FCFA
* frais d'étude.....	126 000 FCFA
* terrain.....	9 000 000 FCFA
* aménagements/installations.....	40 000 000 FCFA
* équipements de production.....	85 930 000 FCFA
* matériel roulant.....	4 580 000 FCFA
* matériel et mobilier de bureau.....	11 150 000 FCFA
* besoins en fonds de roulement.....	8 057 000 FCFA

- informer régulièrement l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali et la Direction Nationale de l'Industrie sur l'état d'exécution du projet ;

- créer vingt (21) emplois ;

- offrir à la clientèle du pain de qualité ;

- protéger la santé des travailleurs et l'environnement ;

- notifier, par lettre recommandée, la date de démarrage des activités de la boulangerie à l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali, à la Direction Nationale des Industries et à la Direction Générale des Impôts et à l'Agence Nationale pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ANSSA) ;

- se conformer aux dispositions législatives et réglementaires régissant la création et l'exploitation des entreprises au Mali notamment le Code des Investissements, le Code de Commerce, le Code Général des Impôts, le Code des Douanes, le Code du Travail et le Code de Prévoyance Sociale.

**ARTICLE 4 :** Avant le début de tous travaux de réalisation, la « **BOULANGERIE LA MARINA** » **SARL** est tenue de soumettre son projet à une Etude d'Impact Environnemental et Social sous peine de nullité de l'agrément.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 18 janvier 2013**

**Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----

**ANNEXE A L'ARRETE N°2013-0164/MICI-SG DU 18 JANVIER 2013 PORTANT AGREMENT AU  
CODE DES INVESTISSEMENTS DE LA BOULANGERIE MODERNE DE LA SOCIETE  
« BOULANGERIE LA MARINA SARL » A KABALA, CERCLE DE KATI.**

DESIGNATION	QUANTITE
Laminoir	01
Batteur-mélangeur	01
Pétrin à spirale avec cuve	01
Four à tubes annulaires	01
Chariot à ressort avec tapis enfourneur et défourneur en inox	01
Pétrin à spirale cuve	01
Diviseuse manuel	01
Façonneuse	01
Refroidisseur d'eau	01
Diviseuse arrondeuse	01

**ARRETE N°2013-0165/MCI-SG DU 18 JANVIER 2013 PORTANT AGREMENT AU CODE DES INVESTISSEMENTS DE L'USINE DE PRODUCTION D'HUILE ALIMENTAIRE ET D'ALIMENT POUR LE BETAÏL DE MONSIEUR MAMADOU TRAORE A KOUTIALA.**

**LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'usine de production d'huile alimentaire et d'aliment pour le bétail sise dans la zone industrielle de Koutiala, de **Monsieur Mamadou TRAORE**, Rue 72, Porte 70 Sogomougou, Koutiala, Tél. : 76 14 43 25, est agréée « **au Régime A** » du Code des Investissements.

**ARTICLE 2 :** **Monsieur Mamadou TRAORE** bénéficie, dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation de l'usine susvisée, des avantages ci-après :

- exonération, pendant une durée de réalisation fixée à trois (03) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé ;

- exonération, pendant une durée de réalisation fixée à trois (03) ans, de la retenue IBIC (Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux) et de la retenue TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) sur toutes prestations d'assistante technique et de consultance ;

- réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés (IBIC-IS) à 25% sur sept (07) ans non renouvelables ;

- exonération de l'impôt minimum forfaitaire pour tout exercice déficitaire pendant les cinq (05) premières années d'exploitation ;

- réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés (IBIC-IS) à 25% sur trois (03) supplémentaires au titre de la valorisation de matières locales à concurrence de 60%.

**ARTICLE 3 :** **Monsieur Mamadou TRAORE** s'engage à :

- réaliser, dans un délai de trois (03) ans à compter de la date de signature du présent arrêté, le programme d'investissement évalué à cent quinze millions cent soixante douze mille (115 172 000) FCFA se décomposant comme suit :

\* frais d'établissement .....2 000 000 FCFA  
 \* génie civil.....20 244 000 FCFA  
 \* équipements.....56 865 000 FCFA  
 \* matériel de transport.....5 000 000 FCFA  
 \* matériel et mobilier de bureau.....3 500 000 FCFA  
 \* besoins en fonds de roulement.....27 563 000 FCFA

- informer régulièrement l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali et la Direction Nationale de l'Industrie sur l'état d'exécution du projet ;

- créer vingt sept (27) emplois ;

- protéger la santé des travailleurs et l'environnement ;

- offrir à la clientèle des produits de qualité ;

- notifier, par lettre recommandée, la date de démarrage des activités de l'usine à l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali, à la Direction Nationale des Industries et à la Direction Générale des Impôts et à l'Agence Nationale pour la Sécurité Sanitaire des Aliments (ANSSA) ;

- se conformer aux dispositions législatives et réglementaires régissant la création et l'exploitation des entreprises au Mali notamment le Code des Investissements, le Code de Commerce, le Code Général des Impôts, le Code des Douanes, le Code du Travail et le Code de Prévoyance Sociale.

**ARTICLE 4 :** **Monsieur Mamadou TRAORE** est seul garant de l'approvisionnement régulier de son usine en matières premières.

**ARTICLE 5 :** **Monsieur Mamadou TRAORE** est tenu, avant le début de tous travaux de réalisation, de soumettre son projet à une Etude d'Impact Environnemental et Social sous peine de nullité de l'agrément et de se prémunir d'une autorisation délivrée par le Ministre chargé de l'Environnement.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 18 janvier 2013**

**Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----

**ARRETE N°2013-0166/MCI-SG DU 18 JANVIER 2013 PORTANT AGREMENT AU CODE DES INVESTISSEMENTS DE LA BOULANGERIE MODERNE DE MONSIEUR SEYDOU BAMBA A MAMARIBOUGOU, CERCLE DE KATI.**

**LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE,**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La boulangerie moderne sise à Mamaribougou, Cercle de Kati de **Monsieur Seydou BAMBA** demeurant à Sogoniko, Rue 120, Porte 33, Bamako, Tél. : 76 10 52 08, est agréée « **au Régime A** » du Code des Investissements.



**ARTICLE 2 : Monsieur Seydou BAMBA** bénéficie, dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation de la boulangerie susvisée, des avantages ci-après :

- exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (03) ans, de la taxe sur la valeur ajoutée facturée par les fournisseurs locaux de biens, services et travaux nécessaires à la réalisation du programme agréé ;

- exonération, pendant la durée de la phase d'investissement du programme agréé fixée à trois (03) ans, de la retenue IBIC et de la retenue TVA sur toutes prestations d'assistante technique et de consultance ;

- réduction du taux de l'impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés (IBIC-IS) à 25% sur sept (07) ans non renouvelables ;

- exonération de l'impôt minimum forfaitaire pour tout exercice déficitaire pendant les cinq (05) premières années d'exploitation.

**ARTICLE 3 : Monsieur Seydou BAMBA** s'engage à :

- réaliser, dans un délai de trois (03) ans à compter de la date de signature du présent arrêté, le programme d'investissement évalué à cent treize millions neuf cent vingt deux mille (113 922 000) FCFA se décomposant comme suit :

* frais d'établissement .....	350 000 FCFA
* terrain.....	1 250 000 FCFA
* génie civil-constructions.....	30 000 000 FCFA
* aménagements/installations.....	10 000 000 FCFA
* équipements de production.....	38 900 000 FCFA
* matériel roulant.....	24 226 000 FCFA
* matériel et mobilier de bureau.....	4 036 000 FCFA
* besoins en fonds de roulement.....	5 160 000 FCFA

- informer régulièrement l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali et la Direction Nationale de l'Industrie sur l'état d'exécution du projet ;

- créer treize (13) emplois ;  
- offrir à la clientèle du pain de qualité ;  
- protéger la santé des travailleurs et l'environnement ;

- notifier, par lettre recommandée, la date de démarrage des activités de la boulangerie à l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali, à la Direction Nationale des Industries et à la Direction Générale des Impôts.

- se conformer aux dispositions législatives et réglementaires régissant la création et l'exploitation des entreprises au Mali notamment le Code des Investissements, le Code de Commerce, le Code Général des Impôts, le Code des Douanes, le Code du Travail et le Code de Prévoyance Sociale.

**ARTICLE 4 :** Avant le début de tous travaux de réalisation, **Monsieur Seydou BAMBA** est tenu de soumettre son projet à une Etude d'Impact Environnemental et Social sous peine de nullité de l'agrément.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 18 janvier 2013**

**Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**MINISTERE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES  
FONCIERES ET DE L'URBANISME**

**ARRETE N°2013-0069/MLAFU-SG DU 14 JANVIER 2013 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR NATIONAL ADJOINT DES DOMAINES ET DU CADASTRE.**

**LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES  
FONCIERES ET DE L'URBANISME,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> : Monsieur Modibo Kane FOFANA N°Mle 936-61-E,** Ingénieur de Constructions Civiles, de 3<sup>ème</sup> échelon est nommé Directeur National Adjoint des Domaines et du Cadastre.

**ARTICLE 2 :** Sous l'autorité du Directeur National des Domaines et du Cadastre, le Directeur Adjoint est chargé des tâches spécifiques suivantes :

\* contribution à l'élaboration du budget de fonctionnement de la Direction en relation avec la Direction des Finances et du Matériel ;

\* le suivi du plan de carrière des agents et de la formation professionnelle en relation avec la Direction des ressources Humaines du Secteur ;

\* suivi de l'exécution Fonds Spéciaux et des dossiers contentieux ;

\* conception et mise en œuvre d'un schéma de lutte contre la spéculation foncière.

**ARTICLE 3 :** Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 14 janvier 2013**

**Le Ministre du Logement, des Affaires Foncières  
et de l'Urbanisme,**  
**David SAGARA**

**ARRETE N°2013-0070/MLAFU-SG DU 14 JANVIER 2013 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR NATIONAL REGIONAL DES DOMAINES ET DU CADASTRE DE SIKASSO.**

**LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIERES ET DE L'URBANISME,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Hamadou MAIGA** N°Mle **0116-019-P**, Ingénieur de Constructions Civiles, de 3<sup>ème</sup> Classe 6<sup>ème</sup> échelon est nommé Directeur National Adjoint des Domaines et du Cadastre de la Région de Sikasso.

**ARTICLE 2 :** Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 14 janvier 2013**

**Le Ministre du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme,**  
**David SAGARA**

**ARRETE N°2013-0254/MLAFU-SG DU 28 JANVIER 2013 FIXANT LA LISTE DES TITRES FONCIERS TOUCHES PAR LES TRAVAUX D'ELARGISSEMENT EN 2X3 VOIES DU BOULEVARD DU 22 OCTOBRE 1946, D'ELARGISSEMENT EN 2X2 VOIES DE LA CORNICHE, D'AMENAGEMENT DES VOIES CONNEXES ET LA CONSTRUCTION D'OUVRAGE D'ART DANS LE DISTRICT DE BAMAKO.**

**LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIERES ET DE L'URBANISME,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les Titres Fonciers ci-dessous désignés, touchés par les travaux d'aménagement du Boulevard du 22 octobre 1946, de la Corniche et de Renforcement de l'avenue du 05 septembre dans le District de Bamako, sont déclarés cessibles :

N°	N° TF	Propriétaire	Surface Empiétée m²	Surface Totale m²
1	TF N°1934	Mamadou DIAOU	41 1,48	4710
2	TF N°21599	Moussa SYLLA Té.66 73 56 23	454,1	2563
3	TF N°50 CIII	Mahamed Ben Baba Niangado	831,6	3337
5	TF N°13123	Les Sœurs Religieuses de Mairie Immaculé	33,75	5608
6	TF N°15753	La Société Sotelma Malitel	310,5	422

**ARTICLE 2 :** Tous détenteurs de droits sur immeubles situés dans l'emprise et les servitudes des travaux d'Aménagement du Boulevard du 22 octobre 1946, de la Corniche et de Renforcement de l'Avenue du 05 septembre dans le District de Bamako, ne figurant pas sur le présent arrêté, sont tenus sous peine de déchéance de leurs droits de se faire connaître dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de publication dudit arrêté auprès du Bureau des Domaines et du Cadastre de Bamako.

Dans le même délai, les propriétaires intéressés sont tenus de faire connaître les locataires et d'une façon générale, tous les détenteurs de droits réels sur leurs immeubles, faute de quoi ils restent seuls chargés de payer les éventuelles indemnités d'expropriation dues à ces derniers.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal Officiel et dans un Journal autorisé à publier les annonces légales.

**Bamako, le 28 janvier 2013**

**Le Ministre du Logement, des Affaires Foncières et de l'Urbanisme,**  
**David SAGARA**

**BILAN****DEC. 2800****ETAT : MALI****ETABLISSEMENT : BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS-SA)**

**C**            **2011/ 12/ 31**        **ML102**            **P**        **AC0**        **01**                            **1**  
**C**            **date d'arrêté**            **CIB**                **LC**        **D**            **F**                            **M**

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
A10	CAISSE	5.624	7.160
<b>A02</b>	<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>	<b>56.913</b>	<b>46.854</b>
A03	- A vue	48.924	38.135
A04	. Banques Centrales	43.225	28.620
A05	. Trésor Public, CCP	0	0
A07	. Autres Etablissements de Crédit	5.699	9.515
A08	- A terme	7.989	8.719
<b>B02</b>	<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>89.354</b>	<b>98.448</b>
<b>B10</b>	<b>- Portefeuille d'effets commerciaux</b>	<b>3.978</b>	<b>2.123</b>
B11	. Crédits de campagne	910	0
B12	. Crédits ordinaires	3.068	2.123
<b>B2A</b>	<b>- Autres concours à la clientèle</b>	<b>70.722</b>	<b>76.483</b>
B2C	. Crédits de campagne	0	0
B2G	. Crédits ordinaires	70.722	76.483
<b>B2N</b>	<b>- Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>14.654</b>	<b>19.842</b>
<b>B50</b>	<b>- Affacturage</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>C10</b>	<b>TITRES DE PLACEMENT</b>	<b>11.885</b>	<b>16.195</b>
<b>D1A</b>	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>316</b>	<b>316</b>
<b>D50</b>	<b>CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>D20</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>511</b>	<b>263</b>
<b>D22</b>	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>7.350</b>	<b>9.468</b>
<b>E01</b>	<b>ACTIONNAIRES OU ASSOCIES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>C20</b>	<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>6.956</b>	<b>2.885</b>
<b>C6A</b>	<b>COMPTES D'ORDRE ET DIVERS</b>	<b>1.066</b>	<b>791</b>
<b>E90</b>	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>179.975</b>	<b>182.380</b>

**BILAN****DEC. 2800****ETAT : MALI****ETABLISSEMENT : BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS-SA)**

**C**      **2012/ 12/ 31**      **ML102**      **P**      **AC0**      **01**      **1**  
**C**      **date d'arrêté**      **CIB**      **LC**      **D**      **F**      **M**

(en millions de F CFA)

CODES POSTE	PASSIF	MONTANTS	
		Exercice N-1	Exercice N
F02	DETTES INTERBANCAIRES	41.814	36.412
F03	- A vue	18.334	8.465
F05	. Trésor Public, CCP	16.831	4.980
F07	. Autres établissements de crédit	1.503	3.485
F08	- A terme	23.480	27.947
G02	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	119.484	124.594
G03	- Comptes d'épargne à vue	7.492	8.336
G04	- Comptes d'épargne à terme	62	57
G05	- Bons de caisse	0	0
G06	- Autres dettes à vue	82.322	82.629
G07	- Autres dettes à terme	29.608	33.572
H30	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	0
H35	AUTRES PASSIFS	1.544	3.343
H6A	COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	2.204	2.812
L30	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3	0
L35	PROVISIONS REGLEMENTÉES	0	0
L41	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNÉS	0	0
L10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
L20	FONDS AFFECTÉS	567	463
L45	FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	216	36
L66	CAPITAL OU DOTATIONS	10.075	11.600
L50	PRIMES LIÉES AU CAPITAL	0	0
L55	RESERVES	1.268	1.828
L59	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
L70	REPORT A NOUVEAU (+/-)	0	71
L80	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2.800	1.221
<b>L90</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>179.975</b>	<b>182.380</b>

**BILAN****DEC. 2800****ETAT : MALI****ETABLISSEMENT : BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS-SA)**

**C**      **2012/ 12/ 31**      **ML102**      **P**      **AC0**      **01**      **1**  
**C**      **date d'arrêté**      **CIB**      **LC**      **D**      **F**      **M**

(en millions de F CFA)

CODES POSTE	HORS BILAN	MONTANTS	
		Exercice N-1	Exercice N
	ENGAGEMENTS DONNES		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1A	En faveur d'établissements de crédit	0	
N1J	En faveur de la clientèle	38.838	7.542
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2A	D'ordre d'établissements de crédit	0	261
N2J	D'ordre de la clientèle	33.440	27.847
N3A	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
POSTE S	ENGAGEMENTS RECUS		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
N1H	Reçu d'établissements de crédit	0	0
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
N2H	Reçu d'établissements de crédit	0	0
N2M	Reçu de la clientèle	54.347	72.670
N3E	ENGAGEMENTS SUR TITRES		0



**COMPTE DE RESULTAT DEC. 2880****ETAT : MALI ETABLISSEMENT : BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS-SA)**

C 2012/ 12/ 31 ML102 P RE0 01 1  
 C date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	CHARGES	MONTANTS	
		N-1	N
R01	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2.087	2.778
R03	- Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires	628	574
R04	- Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle	1.459	2.204
R4D	- Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre	0	0
R5 Y	- Charges sur comptes bloqués d'actionnaires ou d'associés et sur emprunts et titres émis	0	0
R05	- Autres intérêts et charges assimilées	0	0
R5E	CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
R06	COMMISSIONS	0	0
R4A	CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	203	128
R4C	- Charges sur titres de placement	0	0
R6 A	- Charges sur opérations de change	203	128
R6F	- Charges sur opérations de hors bilan	0	0
R6U	CHARGES DIVVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	254	88
R8G	ACHATS DE MARCHANDISES	0	0
R8J	STOCKS VENDUS	0	0
R8L	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
S01	FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION	5.630	6.453
S02	- Frais de personnel	1.946	2.272
S05	- Autres frais généraux	3.684	4.181
T51	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 220	1.726
T6A	SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	1.422	2.414
T01	EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	35	685
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	10	12
T82	IMPOT SUR LE BENEFICE	0	0
T83	BENEFICE	2.800	1.221
T85	TOTAL	13.661	15.505

## COMPTES DE RESULTAT

DEC. 2880

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE (BMS-SA)

C 2012/ 12/ 31 ML102 P RE0 01 1  
 C date d'arrêté CIB LC D F M

(en millions de F CFA)

POSTE	PRODUITS	MONTANTS	
		N-1	N
V01	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	7.560	9.169
V03	- Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires	681	689
V04	- Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle	6.585	8.080
V51	- Produits et profits sur prêts et titres subordonnés	0	0
V5F	- Intérêts et produits assimilés sur titres investissement	0	0
V05	- Autres intérêts et produits assimilés	294	400
V5G	PRODUITS SUR CREDIT-BAILET OPERATIONS ASSIMILEES	0	0
V06	COMMISSIONS	3.113	3.024
V4A	PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES	2.824	2.701
V4C	- Produits sur titres de placement	419	990
V4Z	- Dividendes et produits assimilés	0	0
V6A	- Produits sur opérations de change	342	147
V6F	- Produits sur opérations de hors bilan	2.063	1.564
V6T	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	102	115
V8B	MARGES COMMERCIALES	0	0
V8C	VENTES DE MARCHANDISES	0	0
V8D	VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	0	0
W4R	PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	34	8
X51	REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	0	17
X6A	SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN	0	0
X01	EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	180
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	27	290
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	1	1
X83	PERTE		
X85	TOTAL	13.661	15.505